

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
DROIT DES GENS MARIÉS
A JERSEY

THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 26 mai 1926, à 4 heures

PAR

M. CIRÉE

Président : M. Lévy Ullmann

<i>Suffragants</i>	}	MM. Chénon	}	<i>Professeurs</i>
		Julliot de la Morandière		

PARIS

LIBRAIRIE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1926

THESE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
DROIT DES GENS MARIÉS
A JERSEY

THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 26 mai 1926, à 4 heures

PAR

M. CIRÉE

Président : M. Lévy Ulmann

<i>Suffragants</i>	{	MM. Chénon	{	<i>Professeurs</i>
		Julliot de la Morandière		

PARIS

LIBRAIRIE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

—
1926



A MES PARENTS.

INTRODUCTION. ⁽¹⁾

Il nous a paru utile avant d'aborder le sujet proprement dit du droit des gens mariés, de fixer définitivement les sources du droit de Jersey telles qu'elles résultent d'une enquête officielle faite dans l'Île en 1859-1861 et relative au droit privé et à la procédure civile. Au reste on comprendra mieux les liens juridiques étroits qui rattachent l'Île au vieux Duché de Normandie et l'indépendance que Jersey a toujours manifestée vis-à-vis de l'Angleterre.

L'archipel situé dans la Manche, à l'ouest de la presqu'Île du Cotentin, fit, jusqu'au treizième siècle, partie du Duché de Normandie : à ce titre, il était compris dans les domaines du Roi d'Angleterre qui tenait le Duché en fief du Roi de France. Au début du treizième siècle le Roi de France Philippe-Auguste, ayant prononcé la confiscation du fief, conquit toute la région continentale du Duché et la réunit à son domaine direct ; il ne réussit pas à s'emparer des Îles du Cotentin qui restèrent alors au Roi d'Angleterre Jean et furent ainsi en fait séparées de la Normandie. En droit, cette séparation fut consacrée par le Traité de 1259, entre les Rois de France et d'Angleterre.

(1) L'étude des Sources du Droit de Jersey a fait l'objet d'un cours de M. Levy-Ulmann, professeur à la Faculté de Droit de Paris, le 3 avril 1924.

traité qui attribua au premier la Normandie continentale, au second les Iles à tenir par foi et hommage du Roi de France. Enfin, la paix de Brétigni, en 1360, affranchit le Roi d'Angleterre de la suzeraineté française, et le fit souverain maître des Iles : ainsi fut rompu le dernier lien qui rattachait celles-ci au Royaume de France.

Comme dit M. Havet, de ces événements, un seul a eu pour les Iles une portée vraiment sérieuse ; ce fut celui qui les sépara de fait du Duché de Normandie, au commencement du 13^e siècle. C'est depuis lors qu'elles ont eu une histoire et des institutions distinctes. En effet, ces dernières se rapprochent beaucoup plus des anciennes coutumes de Normandie que des institutions propres de l'Angleterre. Un avocat qui déposait devant les Commissaires royaux lors de l'enquête de 1859 a pu déclarer que le droit de Jersey ressemblait plus au droit écossais qu'au droit anglais.

Il y a entre ce droit écossais et le droit de Jersey des ressemblances curieuses. Une opinion s'est même formée, d'après laquelle ce que l'on appelle à Jersey la coutume de Normandie, c'est-à-dire le grand Coutumier de Normandie du 13^e siècle, n'aurait été qu'une adaptation du Glanville, traité de lois et coutumes, de la fin du 12^e siècle. Ce Glanville lui-même a donné lieu à une controverse : certains prétendent qu'il serait une copie d'un livre écossais plus ancien, le « Regiam Majestatem », de telle sorte que Glanville (Angleterre),

le Regiam Majestatem (Ecosse) et le Grand Coutumier (Jersey) ont des traits étroits de parenté, ce qui explique des similitudes entre les droits Jersiais et Ecossais. Dans le droit de propriété, la tenure roturière s'appelle à Jersey la tenure à fin d'héritage, c'est-à-dire l'héritable property ecossaise. Jersey a un système de registres qui rappelle celui des saisies écossaises, de même date (fin 16^e siècle). Dans la procédure, devant la Cour Royale de Jersey, il existe une différence qui rappelle les deux Chambres Intérieure et Extérieure d'Ecosse. Mais, tandis que le droit écossais est Romain et féodal, le droit de Jersey est Normand et féodal : Normand pur, accru d'un droit local, au fond resté sur sa tradition primitive. Sa source essentielle est en effet le Grand Coutumier de Normandie. Ses habitants y sont restés attachés jusqu'à la menace d'une guerre d'indépendance manifestée il y a bientôt quatre ans, lors d'une visite du Roi d'Angleterre dans les Iles de la Manche. Le Roi fut ainsi salué : « Sire, nous ne vous appelons pas Notre Roi, mais notre Duc et nous vous saluons comme tel ; vous n'êtes pas pour nous Roi d'Angleterre, mais Duc de Normandie. » Il y avait là une boutade certaine et les Jersiais vont jusqu'à dire que c'est l'Angleterre qui appartient aux Iles anglo-normandes et non les Iles anglo-normandes à l'Angleterre.

Cette revendication est la plus ancienne des insulaires : nous avons conservé un texte de pièces d'un

procès, qui les agita ainsi que l'Angleterre, sous Edouard 1^{er} et son successeur. Ce procès, en 1299, sur lequel nous aurons à revenir plus loin, est relatif aux coutumes des Iles que le Roi d'Angleterre voulait abolir. Trente-quatre ans après, en 1333, une pétition célèbre dans les annales de l'Ile fut adressée au Roi anglais et la revendication était le maintien à Jersey de la Coutume de Normandie (Somme Maucaël). La pétition commençait ainsi : «A notre Seigneur le Roi et à son Conseil, monstrent ses liges gents de la Communalle des Iles de Jersie que comme les Iles sont de ancienneté parcelle de la Duché de Normandie et en telle manière teignent de nostre Seigneur le Roi come de Duc et les dites Isles usent toujours là-coustume de Normandie appelée la Somme Maukael. »

Il y a donc à Jersey une survivance étrange d'un texte français. On juge encore au 20^e siècle suivant la Coutume de Normandie. Quel est donc alors ce fameux texte que les Jersiais conservent si jalousement? C'est *Le Grand Coutumier de Normandie*, ouvrage du 13^e siècle, remarquable par la netteté et la méthode de l'exposition.

L'auteur semble en avoir été retrouvé. En effet, dans l'enquête citée plus haut, les habitants de la Manche déclarèrent qu'ils avaient adopté comme expression de leurs coutumes, un recueil composé par un Normand, du nom de Mancäel, depuis que la Normandie n'appartenait plus aux Rois d'Angleterre, et

qu'ils appelaient la Somme Maucael. Or, cette somme Maucael n'est autre que le Grand Coutumier de Normandie qui souvent dans les manuscrits est intitulé *Summa de Legibus consuetudinum Normanniae* (1).

La date de la rédaction de cet ouvrage est incertaine, l'opinion dominante la plaçait entre 1270 et 1275 (dans ce sens Brünner, Glasson). Tardif la place un peu plus haut, entre 1254 et 1258, sous le règne même de Saint Louis (2). Si en effet, dans un passage qui paraît appartenir au texte primitif (de justiciatione, VI, 7) Saint-Louis est désigné d'une façon assez claire, rien ne dit dans ce passage qu'il fut déjà mort. D'autre part, il semble que l'auteur se soit inspiré dans son second prologue de la Bulle du 5 septembre 1234, par laquelle Grégoire IX envoyait, en guise de promulgation, son recueil de *Decretales* aux Universités de Paris et de Bologne. Cela nous entraîne à placer la rédaction du Coutumier postérieurement à cette date. D'autre part, dans le chapitre CXI, que M. Tardif considère aussi comme faisant partie du texte original, l'auteur indique le mode rudimentaire de calcul de la prescription de trente ans. On choisissait un fait connu de tous, et on déclarait que la prescription jouait pour tous les faits antérieurs à cet événe-

(1) GLASSON. *Histoire du Droit et des Institutions de l'Angleterre*, tome II, pages 105-106.

(2) TARDIF. *Les auteurs présumés du grand Coutumier*, p. 43.

ment. Lorsque la date semblait par trop éloignée, prolongeant la durée de la prescription d'une façon excessive, l'Echiquier en fixait une autre. D'après l'auteur, le dernier événement ainsi choisi était le couronnement du roi Richard-Cœur-de-Lion, survenu en l'an 1189, mais il s'empresse d'ajouter que le Roi devrait bien fixer maintenant une autre date, car il s'est écoulé beaucoup plus de temps depuis l'avènement de Richard. Il est donc peu probable qu'on eut considéré pour une prescription trentenaire une durée dépassant 80 ans, ce qu'il faudrait admettre si ce passage avait été écrit après la mort de Saint Louis, en 1270.

Le Coutumier a donc dû être rédigé peu après 1234, le délai de la prescription s'élevant alors à un peu plus de 45 ans.

Le succès de ce travail fut si considérable qu'il fut confirmé en 1302 par Philippe-le-Bel et qu'il acquit par l'usage la valeur d'une rédaction authentique de la Coutume de Normandie. C'est ce qui explique que cette Coutume ne fut officiellement rédigée qu'assez tard, de 1577 à 1583. Encore fut-ce surtout la difficulté que l'on avait à comprendre l'ancien texte qui fit demander, par les Etats de Normandie, la rédaction nouvelle.

Le Grand Coutumier a été vraisemblablement écrit en latin par son auteur, puis il fut versifié en 1280 en

français par Richard Dourbault (1). C'est donc ce Grand Coutumier, en latin, *summa de legibus Normanniae in curia Laicali*, ou Somme de Maucall ou Maucâel ou Mansel qui constitue le texte auquel les habitants de Jersey sont très attachés et dont ils revendiquèrent la propriété à la fin du 13^e siècle, sous Edouard I^{er}. Les justiciers itinérants envoyés par les rois d'Angleterre pour rendre justice sur les territoires de Jersey et de Guernesey, tentèrent à diverses reprises de confisquer aux Insulaires leur liberté, surtout leur droit autochtone : le droit de justice des bailles et le droit de percevoir les impôts. Les Rois d'Angleterre voulurent à tout prix reprendre leur liberté et surtout leur juridiction spéciale. Ils imaginèrent d'intenter aux gens des Iles un procès de *quo warranto* : c'était une procédure instaurée par Edouard I^{er} et en vertu de laquelle tous ceux qui avaient des biens en nature propres à appartenir au Roi étaient obligés de prouver leur titre. Ils l'appliquèrent sur cette matière, en forçant les Jersiais à prouver la propriété de leurs coutumes. S'ils ne pouvaient justifier du fondement juridique de ces coutumes, on les confisquerait et le Roi ferait alors la loi comme il voudrait.

(1) Mil deux cent quatre fois vingt
Après ce que Jésus-Christ vint
Mit Richard Dourbault ce livre
En rimes, au mieux qu'il put
Pour commun et propre Salut.

L'histoire de cette prétention des Rois anglais mérite d'être mentionnée. Dès le 16 septembre 1299, le Roi avait adressé aux Insulaires l'ordre de rédiger leurs coutumes par écrit et de les remettre aux justiciers qu'il envoyait cette année-là à Jersey. La chose semble s'arrêter là. En 1309, elle reprit et les habitants furent sommés de déclarer leurs coutumes et de produire leurs titres. Ceux-ci n'en trouvèrent pas d'autres à alléguer que la possession immémoriale. Les justiciers n'eurent tout de même pas l'audace de prendre une décision et s'empressèrent de renvoyer l'affaire en Angleterre à la Cour du Banc du Roi. Celle-ci, fort embarrassée, remit indéfiniment la cause d'un terme à l'autre, jusqu'au 28 mai 1318. Enfin, en 1320, de nouveaux justiciers itinérants furent envoyés aux Iles et se montrèrent favorables aux Insulaires, après avoir entendu les prétentions de chacun, habitants et officiers royaux. Le Roi déclara que ceux-ci avaient dépassé leur mandat et fit suspendre l'exécution de leur sentence. Trois ans après, de nouveaux justiciers révisèrent les jugements de leurs prédécesseurs, et ne purent qu'annuler la sentence confirmant leurs coutumes, mais «pour erreur» seulement, en se gardant bien de juger quant au fond. En 1331, quelques justiciers sommèrent encore les habitants de déclarer à quel titre (*quo warranto*) ils prétendaient avoir ces droits. Mais une puissante association pour la défense de l'Ile s'était fondée,

comprenant des personnages très importants, et notamment Laurent Gaillard, l'un des deux gouverneurs, deux ex-baillis, de Garis et Renouf, etc...

Un jour, le 27 juillet 1331, les conjurés parurent devant les justiciers itinérants et réclamèrent confirmation de leurs coutumes; sur le refus des justiciers ils protestèrent que tout ce que feraient ceux-ci ne pourrait préjudicier à leur droit, et la foule manifesta par des clameurs enthousiastes son approbation. Il y eut des poursuites pour conjuration et rébellion. Les accusés demandèrent d'être jugés par un jury, et celui-ci les acquitta. L'affaire principale fut alors envoyée en Angleterre, à la Cour du Banc du Roi.

Las d'attendre, après tant de machinations, les Insulaires envoyèrent au Roi une pétition qui fut reçue par le Parlement, en demandant que le Roi confirme expressément leurs coutumes, le suppliant de considérer que les habitants des Iles «sont enclos de la grande mer en la marche de toutes nations, par quoi il convient qu'ils soient toujours pretz, pour défendre eux et leurs biens et sauver les châteaux et leur terre et comment ils ont été par plusieurs fois oxis par les ennemis de notre Seigneur le Roi et que pour aucun motif ils ne se sont départis de l'allégeance du Duc de Normandie.» La pétition eut cet heureux résultat d'arrêter le procès. Celui-ci ne fut pas jugé. Les Insulaires restèrent en possession de leurs coutumes.

Sources du droit de Jersey.

Dans la fameuse enquête de 1859-1861, relative au droit privé de Jersey (1), les Commissaires royaux distinguent deux sources essentielles : les sources non écrites, *jus non scriptum* et les sources écrites, *jus scriptum*, ou encore, disent-ils, *common law* et *legislation*.

Les sources du *Common law* sont d'abord le Grand Coutumier, du 13^e siècle, et ses commentaires ; la coutume de 1583, la jurisprudence de la Cour royale ; les extentes et la doctrine locale. Examinons rapidement chacune de ces sources.

Et d'abord le Grand Coutumier de Normandie, la source la plus ancienne et le fondement du droit Jersiais.

Nous avons montré l'attachement des Insulaires pour cet ouvrage, qui constitue la base de leurs coutumes. Poingdestre, dans la préface à son commentaire sur « l'Ancien Coutumier », nous dit : « lorsqu'il fut recommandé à nos ancêtres par les Commissaires royaux d'alors, de faire déclaration de leurs loix, ils n'hésitèrent point et répondirent tous d'une voix que leurs loix et coutumes étaient celles de Normandie, comprises dans le coutumier qui en avait été compilé, et il n'y avait pas fort longtemps, appelé la Somme Maucael.

(1) Enquête, Introduction, pages 2 et suivantes.

N'oublions pas le passage cité plus haut de la pétition de 1333 qui fit maintenir le *statu quo* dans les Iles. Ce passage sous une forme humble est la menace de la revendication de l'indépendance. Les sujets disaient notamment que bien qu'ils aient monté la garde autour des lois anglaises, jamais ils ne se départirent de l'allégeance du Duc de Normandie.

Après cette source de premier ordre, l'enquête indique que les *commentaires* faits sur le Grand Coutumier de Normandie, avant la Coutume réformée, ont une grande valeur et notamment celui de Le Rouillé et surtout celui de Terrien. Elle indique aussi que la coutume du XVI^e siècle n'a jamais été promulguée à Jersey, puisque c'était la coutume française et que Jersey était sous la domination anglaise. Cependant, cette coutume réformée de 1583 a obtenu dans l'Ile une certaine autorité : autorité non positive, mais persuasive. Par conséquent, Basnage, qui fit le commentaire principal de la Coutume normande au 16^e siècle a joué un certain rôle et exercé une certaine influence à Jersey.

La *Jurisprudence de la Cour royale* constitue une autre source importante.

La suite* des décisions judiciaires portant sur un droit normand devrait être curieuse à observer. Malheureusement les registres des Cours des Iles de Jersey et de Guernesey, conservés dans leurs greffes respectifs, ne commencent que dès la première moitié du

16^e siècle. On a du reste donné, pour motiver l'absence de registres antérieurs à cette date, diverses explications : les uns ont parlé d'incendie qui, en 1503, au cours d'une épidémie de peste ou de choléra, aurait dévoré les locaux judiciaires de Jersey ; les autres ont parlé de soustraction. Un incendie ou une soustraction simultanés des deux Iles paraît chose peu vraisemblable. D'ailleurs le Greffe de Guernesey a conservé des documents bien antérieurs à cette disparition prétendue de ses archives, tels qu'une Charte de Richard II de 1394. Il est plus naturel de croire — et c'est l'opinion des personnes les plus compétentes de l'Ile — que jusqu'au 16^e siècle la Cour n'a point fait tenir de registres réguliers. En 1495, Henri VII croyait devoir ordonner expressément l'enregistrement des actes de la Cour royale de Jersey ; ce qui prouve nettement que ces actes n'étaient point encore habituellement enregistrés de son temps. Rien de téméraire à présumer que l'ordonnance ne fut pas exécutée aussitôt qu'elle fut rendue (1). Quoi qu'il en soit, nous n'avons aucun procès-verbal des Greffes, ou records, avant 1503. Depuis 1503, on a les records dans des rôles expliquant les pleadings des plaideurs, dans des tables dressées minutieusement par noms de parties. Malheureusement ces records n'ont pas été doublés d'un reportage officiel. En 1885,

(1) HAVET. *Les Cours royales des Iles Normandes*, page 159.

on commence à imprimer les tables de décisions de la Cour royale. Depuis 1897, dans un recueil sur les ordres du Conseil privé d'Angleterre, on peut trouver des pourvois en cassation de la Cour royale de Jersey.

A côté de ces précédents judiciaires, l'enquête signale encore deux ordres de sources du droit coutumier : les extentes et la doctrine locale.

Les *Extentés* sont les procès-verbaux publics des enquêtes faites sur place par les Commissaires envoyés par la Couronne, pour déterminer l'étendue des propriétés appartenant à cette dernière, ainsi que des fiefs et des redevances dues au Roi d'Angleterre. La première enquête, dont le texte soit arrivé jusqu'à nous, est celle que fit faire, en 1248, Henri III, et nous savons que ce n'est pas la première, car, dans les lettres qui l'ordonnent, il est très nettement indiqué qu'elle est destinée à compléter une enquête antérieurement faite par son ordre et que ce Roi déclare insuffisante. Cette première enquête visait « Les coutumes et services que les hommes des Iles avaient coutume de faire », autrement dit, les redevances réclamées par le Roi anglais.

L'enquête de 1248 vise le même objet, et en outre les établissements et règlements établis par le Roi Jean après la perte de la Normandie. Une autre enquête fut faite en 1274 par deux Commissaires, qui tout comme en 1248, réunirent quelques habitants des Iles, les interrogèrent sous serment et firent écrire

leurs témoignages. En 1331, 1515, 1607, 1660, ces extentes offrent le spectacle d'institutions qui fonctionnent.

Enfin, dernière source du Common Law : la *Doctrine locale*. Jersey s'enorgueillit à ce sujet de deux grands juristes insulaires qui firent autorité et dont les ouvrages n'ont pas tous été publiés. Ces deux juristes sont : Poingdestre et Le Geyt.

Jean Poingdestre (poing droit, main droite) est un nom normand. Il fut nommé lieutenant-bailli en janvier 1669 et devint aussi juré ; mais en 1676, il abandonna son poste de lieutenant à cause des plaintes formulées sur la façon inconstitutionnelle par laquelle il avait été nommé juré, mais il garda ce dernier poste jusqu'à sa mort. Durant les dernières années de sa vie, il s'occupa particulièrement à préparer des ouvrages variés relatifs à l'histoire et aux lois de Jersey. Son histoire de Jersey, *Caesarea or a Discourse of the Island of Jersey*, écrite en 1682 et présentée par l'auteur à James II est un des ouvrages les plus justes sur l'île. Mais c'est comme commentateur que Poingdestre mérite les meilleurs compliments, car il eut le premier l'idée, à raison des difficultés qu'éprouvaient ses compatriotes de s'éclairer sur le droit du pays, d'écrire des commentaires sur l'Ancienne coutume de Normandie.

Le deuxième juriste, le plus important, a également un nom normand : Philip Le Geyt. Son père avait été

greffier à la Cour Royale, et lui-même lui succéda en 1660. En 1676, il fut nommé lieutenant-bailli, à la place de Jean Poingdestre, et il s'occupa de cette fonction jusqu'en 1682. En 1670, il fut nommé également juré-justicier. Il écrivit à 57 ans, de 1692 à 1707, sans relâche. Bon orateur, très compétent pour exiger le respect dû à son poste, Le Geyt fut probablement, croit-on dans l'île, le meilleur juge, comme il était certainement le plus capable juriste que Jersey ait jamais produit. Il fut par-dessus tout un solide appui des coutumes locales et il laissa de grandes collections manuscrites sur la Constitution et les Lois de Jersey. (Un juriste insulaire, Marett les publia.) Il laissa aussi d'autres œuvres: le manuscrit d'un digeste de 1690. Le Geyt distribua en effet en textes de lois le droit de Jersey. Il soumit son travail à des avocats et magistrats du lieu. Son œuvre fut critiquée, tant et si bien qu'il s'empressa de la mettre au feu. Il reste cependant de rares exemplaires qu'il avait confiés à des amis. Il fut assez sévèrement jugé car il fit de nombreuses allusions au droit romain, ce qui du reste était inévitable en traitant de la matière des contrats et obligations.

La deuxième catégorie de sources qu'envisage l'enquête de 1859-1861 vise le droit écrit, jus scriptum ou législation. Il comprend cinq éléments :

Les Chartes Royales ;

Les Ordonnances du Conseil privé d'Angleterre ;

Les Actes législatifs locaux ;
Les Ordonnances locales ;
Les Lois du Parlement Britannique, sous certaines conditions.

Jetons un coup d'œil sur chacun d'eux.

Et d'abord, les Chartes Royales, ou plutôt *La Charte Royale*, que M. Havet considère comme une légende. On l'attribue à une Charte du Roi d'Angleterre, Jean sans Terre, qui, ayant perdu le Duché de Normandie, accorda à Jersey un certain nombre de privilèges, à savoir : juridiction séparée dans chacune des Iles, éloignées par des espaces importants ; charge d'impôts votés dans l'Ile par les représentants élus des principaux de l'Ile ; commerce libre avec l'Angleterre : décharge de tous droits, importation, exportation, droit de pêche.

M. Havet a démontré (1) qu'il n'y a pas eu de Charte de Jean sans Terre. Les textes à lui attribués sont le résultat de l'Extente ordonnée par Henri III, son successeur, en 1248. Ces libertés reposent donc sur la coutume non écrite.

Après les Chartes, l'enquête signale les *Ordonnances du Conseil privé d'Angleterre*.

Rappelons-nous que le Conseil du Roi, correspondant en Angleterre, dans une certaine mesure à notre

(1) HAVET. *Les Cours royales des Iles Normandes*, Bibliothèque de l'Ecole des Chartres, tome 38, page 54.

Conseil d'Etat, contient un Comité judiciaire qui sert de Cour Suprême aux juridictions de la métropole, notamment en cassation de la Cour Royale de Jersey.

Ce Conseil n'a pas seulement le pouvoir judiciaire : il peut imposer sa volonté, légiférer sous forme d'ordonnance à Jersey. C'est un système analogue à celui des Décrets-lois pour nos Colonies.

Cependant l'importante question de savoir si le Conseil privé peut vraiment rendre des Décrets-lois, a fait l'objet d'une grande controverse de 1837 à 1854, et là encore les insulaires, épris de liberté, ont su conserver leur indépendance. Les ordonnances devaient être enregistrées par la Cour Royale. En 1837, une ordonnance sur l'établissement d'une prison à Jersey fut envoyée avec un ordre d'enregistrement au greffier. Les Jersiais répondirent en la faisant ratifier par les Etats. En 1852, la Couronne réitère et envoie à Jersey trois Ordonnances du 11 février 1852, sans l'avis des Etats de Jersey, et établissant une juridiction sommaire en matière criminelle et civile pour petites dettes. Jersey proteste, refuse de les enregistrer et envoie à la Couronne six lois votées dans l'Ile, soumises à l'approbation royale, et avec remontrance. La Couronne eut le bon esprit de céder. Un ordre en Conseil du 29 décembre 1853, révoqua les 3 Ordonnances et approuva les 6 lois. En 1859, une loi de taxation votée à Jersey avait reçu des additions du Conseil de la Reine. Les Jersiais protestèrent

à nouveau. La Couronne retira ces additions : les Insulaires triomphaient.

La troisième source de droit écrit consiste dans les *Actes législatifs locaux*.

Depuis le treizième siècle, avant peut-être, il y a eu à Jersey une Cour de Justice, la Cour Royale, composée du bailli et de juré-justiciers : le maintien de cette liberté locale, essentielle pour les Insulaires, était un des objets de la pétition de 1333.

Le point de départ de l'organisation judiciaire se trouve dans des constitutions du Roi Jean. Primitivement Jersey était divisé en trois districts ou ministéria, gouvernés chacun par un préposé du Duc qui était en même temps parfois vicomte de Guernesey. Puis apparut le Bailli. De 3 ans en 3 ans, les juges itinérants devaient faire une tournée d'inspection pour vérifier si les baillis accomplissaient leur devoir.

L'origine des jurés-justiciers locaux est très ancienne : ces privilèges des Jersiais d'être jugés par eux doivent remonter au Roi Jean (1), du reste, la tradition rapportée par Poingdestre, au 17^e siècle, l'affirme. Après la perte de la Normandie, il eut fallu aux Jersiais faire le voyage d'Angleterre pour obtenir les brefs dont ils avaient besoin. Il n'est donc pas étonnant que le Roi, pour ne pas créer dans l'Ile un mécontentement dangereux, ait donné aux baillis

(1) GIFFARD. *Nouvelle Revue Hist. de Droit français et étranger*, 1923, t. II, page 634.

le droit de juger sans bref au moins pour les actions normales, avec 12 jurés. Et les Insulaires tenaient beaucoup à cette justice locale pour lutter contre le vieil usage anglais des justiciers itinérants : ils voulaient avant tout des jurés élus par eux et non de ces magistrats de carrière, qui se déplaçaient sans cesse et ne connaissaient pas les habitudes du pays.

Cette Cour Royale avait à la fois un pouvoir judiciaire et un pouvoir réglementaire, ce qui arrive dans les pays arriérés où la notion très confuse du droit implique que les mêmes gens chargés d'établir la loi soient chargés de la sanctionner et de l'appliquer aux faits appropriés.

Cette Cour fit des arrêts de règlement jusqu'en 1771. Donc les arrêts de règlement, rendus par le bailli et les jurés, constituent, disons-nous, une source de droit Jersiais. En 1771, on publia par ordre du Roi d'Angleterre un recueil contenant les Ordonnances du Conseil privé enregistrées par la Cour Royale et les arrêts de règlement de la Cour Royale par ordre alphabétique : on donna à ce recueil le nom de Code de Jersey, du 28 mars 1771.

Les progrès de la civilisation et l'évolution du droit aidant, la distinction entre le législatif et le judiciaire fut affirmée : on distingua la Cour faisant fonction de justice, et les Etats, comprenant le bailli, les jurés-justiciers, plus des députés élus. La dernière Constitution date de 1856.

Ces Etats de Jersey portent un nom bien curieux. On les appelle du nom normand de « Cohue », ce qui semble un peu ironique en comparaison d'autres importantes assemblées : la cohue royale. Un certain nombre de textes législatifs locaux furent promulgués. Une édition commencée en 1771 fut continuée en 1878, contenant une collection de lois et règlements non compris dans le Code. Une refonte fut faite en 1878. A ce sujet, il convient de citer des lois locales importantes, telles que celles de 1813 sur la lettre de change, de 1842 et de 1872 sur le registre des naissances, mariages et décès ; de 1862, sur les trusts, tenures en fideicommiss, de 1878 sur la séparation de biens entre époux.

A côté de ces actes législatifs locaux, l'enquête indique les ordonnances locales, valables pour 3 années et qui en général sont renouvelées. On pourrait les comparer à nos arrêtés préfectoraux et municipaux.

Enfin, signalons comme cinquième source de droit écrit les *Acts du Parlement Britannique*.

A la différence de l'Ecosse, où à moins de dispositions contraires de la loi l'act du parlement britannique s'applique, à Jersey, il faut un texte spécial, pour que les lois britanniques y soient en vigueur. Ceci résulte d'un passage du Code de 1771. Ce texte donne lieu à des difficultés : il semble dire que la loi votée par le Parlement anglais n'aurait autorité qu'à condition d'être enregistrée par les Etats de l'Ile. La

Couronne d'Angleterre a toujours protesté sur ce point, surtout en 1806. La guerre entre la France et l'Angleterre avait amené des rébellions ; aussi l'act sur les rébellions fut voté et déclaré applicable à Jersey : il fut dit dans l'act « Enregistrement ordonné », nullement nécessaire pour son application dans l'Ile, mais pour prévenir la population et le faire connaître.

Du reste, on retrouve un texte bien antérieur à 1806, ainsi conçu : « Conformément à certain ordre du Roi et du Conseil, du 21 mai 1679 entériné aux Etats le 3^e jour de juillet suivant, les lois et privilèges de l'Ile sont confirmés comme d'ancienneté et quant aux acts de Parlement où l'Ile est rapportée, ils *doivent* être exemplifiés en forme sous le grand sceau d'Angleterre et envoyés en ladite Ile, et là, être enregistrés et publiés, afin que les habitants en aient la connaissance pour s'y conformer et éviter la peine des transgressions. »

C'est là un ordre d'enregistrement formel sans aucun pouvoir d'appréciation. Mais les Insulaires ont des ressources de procédure — ils ne sont pas normands pour rien — quand l'act anglais vise l'Ile, on se demande si le passage où l'Ile est mentionnée s'applique seul, ou s'il faut au contraire appliquer tout le texte. Aussi, si le Parlement n'a pas pris le soin de déclarer expressément que le texte entier doit entrer en vigueur, c'est une source de procès sans nom.

En résumé, on peut dire que le droit de Jersey est un droit normand et féodal, adapté pendant 7 siècles par les lois écrites de la Cour Royale aux besoins de l'Ile, et se combinant aujourd'hui en partie avec le droit anglais. En partie, car les lois anglaises, en vigueur en Ecosse, s'arrêtent au droit de Jersey ; et car les Insulaires sont fermement attachés, comme nous l'avons vu, à leurs institutions. Témoin, entre beaucoup d'autres, ce passage de Le Geyt :

« Il faut scavoir que quelque penchant que nous devons avoir pour nous conformer aux Loix et Maximes de l'Angleterre, cependant nos lois et usages nous étant confirmés par lettres patentes de nos souverains, nous devons les suivre ces usages, préféralement à ceux d'Angleterre. Et leur différence est grande. Nos sentences de Jersey peuvent être regardées comme fort irrégulières ou ridicules sur ce pied-là, mais comme ce n'est pas à un particulier de changer la Constitution de son païs, je me suis cru obligé dans mes manuscrits, de me conduire suivant et le génie de l'Ile et particulièrement les divers auteurs du Droit Civil, qui ne s'accommodent pas toujours à la loy commune de la Grande-Bretagne ; c'est donc une précaution et une justice, ce me semble, en cas d'appel, d'insinuer fortement que *lex loci* doit être notre règle. » (1)

(1) LE GEYT. Ses manuscrits sur *La Constitution, les lois et usages de l'Ile de Jersey*. (Préface.)

Ce n'est pas pour rien, ont l'habitude de dire les Jersiais, que les clochers de nos paroisses gardent la forme de tours crénelées. Ces tours ont servi ; elles serviraient encore pour la défense de nos terres et de nos institutions.

L'Ile de Jersey, nous l'avons dit, si proche des côtes de France, ayant fait jadis partie du Duché de Normandie, a puisé l'ensemble de ses sources juridiques dans le droit normand.

On peut constater, en effet, dans l'Ile et en droit normand *un même droit originaire*, le Grand Coutumier de Normandie ayant exercé une influence identique dans les deux pays. Il n'est pas rare, encore aujourd'hui, pour motiver les jugements, de faire appel au Grand Coutumier ou à ses célèbres commentateurs.

Bien plus, à côté de ce droit originaire, on découvre *une influence continue* du droit continental, les Jersiais se tenant au courant des modifications que ce dernier a dû subir et les adoptant souvent. L'isolement et l'éloignement de l'Angleterre, de par sa situation géographique, y ont vivement contribué.

Est-ce à dire que le droit anglais n'a pas cherché à s'infiltrer là-bas? Sûrement si: il y a eu et il y a là une préoccupation constante de l'Empire britannique, qui cherche de plus en plus à faire main basse sur les Iles Anglo-normandes pour y répandre ses usages, sa langue, son droit et son influence, au besoin par une pression vigoureuse. C'est ainsi que la matière que nous traitons vient tout récemment d'être bouleversée par une loi que les Etats ont adoptée, sous l'in-

fluence anglaise, un peu à la hâte, croit-on, sans se rendre compte de toutes les conséquences qui en résulteront. Nous nous proposons d'en dire quelques mots en appendice, à la fin de ce travail.

PREMIÈRE PARTIE

LE RÉGIME MATRIMONIAL ET
LES RAPPORTS ENTRE ÉPOUX

CHAPITRE PREMIER

Choix du régime.

Le régime matrimonial normand différait sur bien des points du régime établi dans les autres coutumes de France, et notamment sur les suivantes :

1° La puissance du mari était particulièrement rude et rigoureuse.

2° La femme apportait une dot, dont la restitution comportait des garanties.

3° Le douaire y était établi, et les libéralités entre époux impossibles.

4° La protection juridique du bien des femmes était particulièrement sérieuse.

Pourquoi une telle différence avec le droit commun des autres coutumes? C'est ce que les historiens ont cherché à expliquer. Certains ont voulu voir dans ce droit normand une survivance romaine en présence de cette inaliénabilité du bien des femmes. C'était la thèse de Froland, l'un des commentateurs de la coutume normande. Opinion bien contestable, car la protection dotale dont on entoure la femme n'est qu'une des caractéristiques, parmi beaucoup d'autres

aussi originales, de ce droit. Comment admettre, d'autre part, qu'un pays, si éloigné d'Italie, ait bien avant la Renaissance Romaine, beaucoup plus que tout autre, conservé le droit des Romains?

D'autres ont cru voir venir de Scandinavie, dès le IX^e siècle, lors des invasions normandes, un ensemble de coutumes juridiques importantes, d'où résulteraient les principes particuliers du droit normand, et notamment cette idée de puissance maritale, telle qu'elle émanait du mundium germanique, en même temps que la protection corrélatrice de la femme mariée. Cet ensemble de coutumes soidisant établies en Scandinavie, puis ensuite, transportées en Neustrie, lors des guerres, par des bandes de pillards, est loin d'être chose certaine : on n'a aucune preuve absolue de l'existence de ces coutumes en Scandinavie. Ce qui est davantage admissible et concevable c'est que de ces expéditions belliqueuses, généralement couronnées de succès, et suivies de la fixation des Normands à l'ouest de la France, il en est résulté un sentiment très accentué de grandeur et de puissance masculines, de supériorité des mâles, entraînant l'ensemble des prérogatives normandes dont la coutume nous donne un saisissant, et il faut l'avouer, un peu rude tableau (1).

(1) LEFÈVRE, *L'ancien droit matrimonial de Normandie*. (« Nouvelle Revue Historique de Droit, 1911 »).

« Les trois premiers siècles de l'Histoire de Normandie, écrit M. Lefebvre (1), alors qu'on voit se former ce Duché si indépendant, si fortement organisé, au point de vue féodal et débordant de guerriers, prêts aux aventures. C'est dans ce milieu favorable pour répondre à ses aspirations et à ses besoins que s'est alors formée et développée en Normandie cette coutume des mâles, qu'il faut y voir poindre et croître, par suite d'un afflux nouveau de mœurs germaniques et du caractère féodal et belliqueux qu'ont conservé durant des siècles les seigneurs et les princes de la Normandie. »

C'est ce système juridique qui constitue en grande partie la base même du droit matrimonial jersiais. Et le droit des gens mariés est resté à Jersey ce qu'il était en Normandie, à savoir : un régime légal. On a considéré que ces traits fondamentaux, signalés plus haut, étaient essentiels et qu'en principe les parties n'y pouvaient point déroger par des conventions particulières. Est-ce à dire que la liberté des contractants n'existe plus ? Si, puisque les contrats de mariage y sont toujours en vigueur, mais ces contrats, comme nous le verrons plus loin, ne peuvent régler que des questions de détail.

On sait qu'en Normandie, la communauté était

(1) LEFÈVRE. *L'ancien droit matrimonial de Normandie*. (N. R. H., 1911, page 511.)

interdite. L'article 389 de la Coutume est formel sur ce point : « les personnes conjointes par mariage ne sont communes en biens, soit meubles, soit conquêts immeubles, mais la femme n'y a rien qu'après la mort du mari ». C'est la prohibition complète de la communauté, non seulement comme régime légal, mais, même comme régime conventionnel.

Cette interdiction de communauté est du reste spéciale aux gens mariés. Car les Normands ont connu les Sociétés entre parsonniers, vivant en commun, sans avoir partagé la succession de leurs parents. Cette société n'était pas admise entre parents et enfants, afin d'éviter les avantages indirects faits à l'enfant, la Normandie étant coutume d'égalité parfaite.

Bien plus, la jurisprudence de la province faisait de ce régime un statut réel, s'appliquant sans distinction aux fonds de terre situés dans son enclave, quel que fut d'ailleurs le domicile de leurs propriétaires.

Pourquoi donc cette interdiction formelle d'une communauté de biens? Interdiction qui peut paraître surprenante, puisque la Normandie fut, elle aussi, soumise aux lois franques, réglant la collaboration entre époux et puisque la puissance maritale concordait si bien avec la donnée de communauté, dont le mari restait « seigneur et maître » en associant sa compagne à ses conquêts. Mais c'est précisément « l'exagération même de cette puissance maritale et de toutes prérogatives masculines, qui semble avoir

refoulé la donnée d'association généreuse en faveur des femmes, telle qu'elle avait dérivé ailleurs des traditions gallo-franques et chrétiennes » (1). C'est pourquoi on ne permettait pas, dans les contrats de mariage, la liberté si grande accordée par le Code Civil. « Il ne pouvait dépendre de la volonté des parties de priver la femme des garanties qu'elle devait obtenir pour la conservation de ses biens, en s'écartant de ce régime dotal d'une nature particulière. » (2)

Il en fut de même à Jersey. Le Geyt, dans son chapitre sur « La dot en héritage », le dit nettement : « L'usage de l'Île est bien rigoureux envers les femmes : il n'y a point pour elles de communauté de biens. » Cependant, par ailleurs (3), le même Le Geyt écrit : « Il semble aussi que selon l'Ancien Usage de l'Île, une femme qui stipule une communauté de biens n'y peut renoncer après la mort du mary ». Phrase singulière ! Et il cite un exemple : « Justice ordonne, dit une sentence de 1597, le 3 décembre, que Marie Parent, veuve d'Estienne Placet, sera reçue à s'arrester aux biens que son dit mary reçut en faveur de son mariage, nonobstant une clause portée par le contrat, que ledit Placet la recevoit en communauté de biens, suivant les droits et coutumes de Bretagne parce

(1) LEFEBVRE. « L'ancien Droit matrimonial de Normandie » (*Nouv. Rev. Hist. de Droit français et étranger*, 1911, p. 511).

(2) CAUVET. *De l'organisation de la Famille d'après la Coutume de Normandie*, page 15.

(3) LE GEYT. Manuscrit sur *La Constitution, les Lois et Usages de l'Île : de la dot en deniers*, page 226.

qu'icelle clause n'estoit que l'offre dudit mary, sans acceptation expresse de sa femme. Si donc elle eust accepté la communauté, elle n'eust pas été reçue à renoncer, etc.» Sûrement Le Geyt n'a pas voulu dire que la communauté était régime légal, car c'eût été contraire au principe formulé par lui et rapporté plus haut. « Il n'y a pas de communauté de biens » ; c'eût été contraire au régime normand qui traversa la mer pour aller dans l'île ; contraire enfin à la construction même du passage de l'auteur. Celui-ci se demande en effet si la femme qui ne veut pas de la succession de son mari, doit renoncer en justice, dans les 40 jours ; il ne le croit pas nécessaire. parce que, dit-il, entre autres raisons l'origine de cette formalité est imitée des pays où les femmes ont une communauté de biens avec leur mari (ce qui ne doit pas être légalement le cas à Jersey).

Mais la communauté y aurait été possible comme régime conventionnel, expressément spécifié au contrat de mariage, par exemple suivant les droits et coutumes de Bretagne, tout au moins selon l'ancien usage. Cela marquerait une différence notable avec le droit normand où la communauté était interdite, même conventionnellement. Au reste, nous avons retrouvé, dans des livres de précédents, cette mention de la sentence de 1597 : « Recevable *quoiqu'étrangère*, à s'arrêter sur son mariage en essence, nonobstant la communauté de biens prétendue entre le mari et la femme selon la coutume de Bretagne ».

On comprend aisément que le droit jersiais n'ait pas montré la même rigueur que le droit normand, car il faut songer surtout au grand nombre de Bretons qui émigrèrent dans l'île. Ce sont eux qui, comme le montre l'exemple de Le Geyt, stipulaient la communauté.

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui même, la communauté n'existe pas. La femme n'est rien aux yeux de la loi. Sans qu'il y ait eu, semble-t-il, de prohibition formelle à ce sujet, à Jersey, depuis l'exemple signalé par Le Geyt, on n'a aucune trace de stipulations de communauté entre époux. C'est, on peut le dire aujourd'hui, une chose inconnue.

De même on ne pourrait pas stipuler une séparation de biens par contrat de mariage. L'enquête de 1859-1861 qui s'étend longuement sur la séparation n'envisage pas cette hypothèse, et la loi de 1878 sur la matière ne parle que des «époux». D'autre part, il importe d'indiquer dans la demande le domicile des époux. Enfin, ceux-ci doivent se présenter en personne à la Cour Royale, en qualité de gens mariés. Il y a là une procédure déterminée, que les parties doivent suivre et ne sauraient remplacer par un simple contrat. Ce que tout au plus on pourrait faire dans le contrat de mariage, c'est de stipuler que postérieurement à la célébration du mariage, pour assurer à la femme la propriété de ses meubles, les époux s'adresseront à la Cour à l'effet d'obtenir une séparation de

biens. Le cas s'est présenté encore récemment, dans un contrat de mariage, le 17 octobre 1924, dont nous comptons parler au chapitre relatif à cette question.

CHAPITRE II

La dot

Puisque le régime de communauté est interdit, légalement du moins, examinons donc ce régime particulier auquel la Normandie fut fidèlement attachée, et que Jersey a scrupuleusement conservé, nous voulons parler du régime dotal.

Au XII^e siècle, le mot « dos » s'emploie pour désigner deux choses différentes : d'une part, ce que le mari donne à la femme *ad ostium ecclesiae*; c'est ce qu'on appellera plus tard dower ou douaire; et d'autre part, ce que la femme apporte à son mari : c'est la dot romaine, la *maritagium* du droit franc. « *Dos*, nous dit Glanville (1), *duobus modis dicitur : dos enim dicitur vulgariter id quod aliquis homo liber dat sponsae suae ad ostium ecclesiae; in alia acceptione, dos secundum leges romanas quas appellatur id quod cum muliere datur viro, quod vulgariter dicitur maritagium.* »

Le Très Ancien Coutumier ne s'explique point sur

(1) GLANVILLE. *Tractatus de legibus et consuetudinibus regni Angliae tempore regis Henrici secundi compositus*, livre VI, page 77.

le fait de savoir si les père et mère tenus de l'obligation de doter leur fille, mais comme il permet à la fille d'agir judiciairement contre son frère pour obtenir une partie de l'héritage paternel, on en conclut avec raison que les père et mère avaient à ce sujet la plus grande liberté. Du reste, le Grand Coutumier confirme cette opinion : mariée du vivant de ses père et mère, la fille n'a plus rien en principe à réclamer après leur décès. Les parents, pour l'établir, agissent à leur gré : ils peuvent ou l'accorder sans dot au gendre qu'ils ont choisi ou lui donner ou même lui promettre une dot. La coutume les laisse entièrement libres ; aucune obligation légale ne pèse sur eux. C'est qu'en Normandie les femmes n'étaient pas héritières, si ce n'est à défaut de mâles du même degré. C'est aux mâles qu'il appartient de continuer les traditions, les splendeurs et le rang de la famille.

Partant ainsi de cette idée, la coutume estime qu'en mariant leur fille, les parents en ont assez fait pour elle et ont rempli tout leur devoir ; même sans lui accorder une dot, ils lui ont donné l'état de femme mariée, état qui lui permettra d'acquérir dans sa nouvelle famille des droits au douaire ou autres, dont elle doit faire sa suffisance.

D'autre part, la coutume limite le droit de disposition des parents : ceux-ci ne peuvent donner en dot à leurs filles, toutes ensemble, plus du tiers de leurs biens paternels ou maternels. En aucun cas la part

d'une fille ne peut excéder celle du puiné le moins prenant dans la succession entière, sinon les frères auront une action en réduction à intenter dans l'année du décès. Si au contraire, à la mort des père et mère, la fille n'est pas encore mariée, mais a des frères, la coutume impose une autre solution. La destinée faite à la femme par la providence étant le mariage, on avait dû, sous peine de se rendre coupable à son égard d'une grande injustice, ne pas lui refuser une dot souvent nécessaire pour qu'elle put trouver un époux. « Cette dot que la coutume désignait sous le nom de « mariage avenant » formait en sa faveur une créance réelle affectée sur la fortune du père, remplaçant la part héréditaire dont la fille était dépouillée à raison de son sexe. » (1)

Comme l'explique très bien M. Le Gros (2), trois partis sont possibles : d'abord et en premier lieu, le frère peut recueillir sa sœur chez lui, pour lui trouver un mariage avenant, c'est-à-dire un mariage conforme à son rang et à sa situation ; il lui doit l'habitation et la subsistance durant l'an et jour ; si durant ce délai, la sœur accepte le parti qui lui est proposé, l'obligation du frère est éteinte.

(1) CAUVET. *De l'organisation de la Famille d'après la coutume de Normandie*. (Extrait de la « Revue Wolowski », 1847-1848, page 65.)

(2) LE GROS. *Etude comparative du droit des gens mariés d'après l'ancienne coutume de Normandie et d'après le droit de Jersey*. (Chronique de Jersey. Journal du 30 juin 1923).

En second lieu, si la fille refuse le mariage proposé par son frère, bien que ce mariage soit avenant, elle ne peut rien exiger de lui. Enfin, si toujours dans le délai d'un an et un jour, le frère ne présente pas à sa sœur un mariage convenable, en rapport avec le nom de sa famille et le rang qu'elle occupe dans la société, elle recevra de la justice royale le tiers de l'héritage si elle est seule ou une part moindre que le tiers, selon qu'il y aura plusieurs frères ou plusieurs sœurs; la fille alors pourra faire ce qu'elle voudra de sa part, et l'apporter par exemple en dot à un mari de son choix.

Il y eut même plus tard une sorte d'assemblée de parents, dont le rôle était de trancher les différends qui s'élevaient sur ce point entre frères et sœurs, mais la coutume décida que la dot de la sœur ne devait s'élever au maximum de la quotité dont le père ou la mère pouvait disposer.

Donc, en résumé, aucune obligation de doter ne s'impose aux parents : « ne dote qui ne veut ». A l'inverse, c'est une obligation mise à la charge des frères au cas de décès des père et mère. Cette dot peut être constituée par le père en biens lui appartenant en propre ou en meubles et conquêts, auquel cas il n'a pas besoin du consentement de sa femme, car celle-ci n'est point co-propriétaire des meubles et des conquêts : si elle y a sa part au décès du mari, ce n'est qu'en qualité d'héritière.

Ce que le droit normand a du reste toujours voulu

par-dessus tout, c'est assurer à la femme son rang social, et par conséquent sauvegarder sa fortune, la protéger efficacement contre les abus possibles résultant de la puissance considérable du mari. Car plus la femme est incapable, moins elle a la possibilité de se défendre elle-même; plus il lui faut donc de garanties solides et efficaces. De là la maxime : « Dot de la femme ne peut périr ». « La dot est fort privilégiée par le droit civil », écrit Le Geyt; aussi est-elle inaliénable, insaisissable et imprescriptible.

A Jersey, il en fut de même. Le Geyt examine la dot en héritage et la dot en deniers. Primitivement la dot en deniers fut seule possible, le père ne pouvant donner que du meuble à sa fille. C'est ainsi qu'en 1597, Marie Pavent, veuve d'Estienne Placet put s'arrêter sur son mariage et en outre sur la somme de 200 écus d'or reçus par son mari en cette Ile, en qualité de dot. Mais cette coutume fut considérée comme trop cruelle et du temps même de Le Geyt, de nombreux contrats intervinrent pour constituer des immeubles en dot.

Les fruits de la dot appartenant au mari, la condition de la dot en deniers fut fort désavantageuse pour les femmes : si la femme en se mariant avait des obligations de sommes d'argent, l'intérêt non payé à la mort du mari appartenait à ses héritiers au préjudice de la veuve. C'est pourquoi tant de pères aimaient mieux acheter à leurs filles des meubles meublants, surtout s'ils craignaient la mauvaise conduite de leurs gendres.

Cette dot, garantie de la femme, était inaliénable, insaisissable et imprescriptible. « La femme, dit Poingdestre, a pouvoir d'aliéner sa dot en deux cas : pour racheter son mary étant prisonnier de guerre ou pour cause non civile, au cas que le mary n'ait aucun bien ; le deuxième pour nourrir son mary ou elle, ses enfants, père et mère, en extrême nécessité. » (1)

Ce tiers des biens immeubles, maximum de la dot des sœurs, existait encore il y a 25 ans ; aujourd'hui, les sœurs partagent ces biens en parts égales avec leurs frères. Si la fille se marie du vivant de ses parents, ceux-ci souvent lui donnent des meubles pour garnir son ménage, mais au décès du père — institution qui rappelle notre rapport — elle est obligée de rendre compte à la succession de la valeur des meubles qui lui furent donnés lors de son mariage. A l'ancienne règle de prédominance des mâles, on a donc substitué sur ce point le principe d'égalité entre frères et sœurs.

En pratique, la dot ne se rencontre plus, sauf de rares exceptions, au profit de familles seigneuriales. Cette rareté tient, comme nous le verrons plus loin, à ce qu'il n'y a presque plus de contrats de mariage, et surtout à ce que la femme qui se marie, possédant quelques biens, s'empresse de demander une sépara-

(1) POINGDESTRE. *Commentaire sur l'article 541 de la Coutume de Normandie*. (Édition « Société des Gens de Droit »).

tion quant aux biens, pour gérer elle-même sa propre fortune et en même temps la protéger contre les abus de pouvoir du mari. On peut dire pour conclure, que la séparation de biens, institution très souple et bien adaptée aux besoins du pays, a fait disparaître la dot à Jersey.

CHAPITRE III

Puissance et droits du mari

L'idée de puissance maritale fut particulièrement poussée en Normandie primitive : le mari est tout, la femme n'est rien. Aucune collaboration, même passagère, n'existe entre époux. Lui seul est chef de la maison, lui seul compte et domine. Tandis que dans Beaumanoir et les Olim, la femme se trouve à côté du mari pour contracter, aliéner, acquérir, ici lui seul contracte, aliène, acquiert.

Dans le Très Ancien Coutumier, on lit chapitre 80, N° 5, que la femme non mariée est pleinement capable, mais qu'après la célébration du mariage, c'est l'incapacité totale et complète : « *et quamdiu fuerit sine viro, potest de terra disponere sicut mares; si autem duxerit virum, durante matrimonio non valet aliquis contractus factus de terra mulieris* ».

Les droits du mari vont jusqu'à lui permettre de battre sa femme, car s'il le fait, on présume que c'est dans un but honnête, pour la châtier : ce principe se lit dans les vieux coutumiers normands, comme dans Beaumanoir, mais en Normandie, il est pratiqué avec

plus de rudesse. C'est une conséquence de cette puissance maritale, dont il ne faut point s'étonner, surtout à l'époque ancienne, et même de nos jours à Jersey, puisque Pothier lui-même, pouvait écrire au XVIII^e siècle dans son *Traité de la puissance du mari* : « la nécessité de l'autorisation du mari n'est fondée que sur la puissance que le mari a sur la personne même de sa femme, qui ne permet à sa femme de rien faire que dépendamment de lui » (1).

En dehors des pouvoirs considérables qu'il a sur la personne de sa femme, pouvoirs qui s'atténuent au XIX^e siècle puisqu'il ne peut plus aller jusqu'à la violence (2), le mari a des pouvoirs sur ses biens « la possession de gens mariés ne doit estre qu'une de quoy le mary a la seigneurie et ne peuvent femmes rien avoir que tout ne soit à leurs marys ». Et ces pouvoirs sont plus étendus que ceux d'un simple administrateur, car le mari a nécessairement l'administration des biens de sa femme et le droit d'en toucher les revenus.

« La femme étant en la poste de son mary, il peut disposer d'elle et de ses choses et de ses héritages à volonté » (3). Précisons. En ce qui concerne les

(1) POTHIER. *Traité de la puissance du mari*, page 3.

(2) *Report of the Commissionners appointed to inquire into the civil, municipal and ecclesiastical law of the Island of Jersey*. (London, 1861.) N^o 15.828.

(3) Grand Coutumier. Chapitre 100.

immeubles de sa femme, le mari fait les fruits siens, en a la jouissance et l'administration, la propriété restant toujours à la femme. « Cette grande puissance des marys se pratique dans l'Île. Les marys y ont une pleine administration du bien de leurs femmes. Il ne leur faut pour cela ni consentement ni procuration. » (1).

Est-ce à dire que le mari peut aliéner les immeubles de sa femme? En principe il ne le peut sans consentement de sa femme; en fait, il arrivait souvent que la femme devait se prêter aux actes voulus par son mari. Car en droit anglo-normand, la femme ne saurait se refuser à consentir à ce que son mari lui demande « *mulier enim in multis et in plurimis et fere in singulis viro suo obedire debet* » (2). Glanville va même jusqu'à dire que si la femme avait voulu résister à l'aliénation voulue par son mari, d'un bien affecté à son douaire, elle s'exposait à en être déchuë. En tout cas, même aujourd'hui, il en résulte que tant que le mari vit, elle ne peut attaquer aucune des aliénations faites par lui seul sur les immeubles de sa femme : la vente ne peut être attaquée par la femme ou ses héritiers qu'après la dissolution du mariage, le mari lui-même ne pouvant la critiquer.

L'enquête nous confirme que le mari a droit au pro-

(1) LE GEYT. *Manuscrits sur la Constitution, les Loix et Usages de l'Île*. (Chapitre de la dot en héritage.)

(2) Très ancien Coutumier. Chapitre IV. N° 2.

duit des biens de la femme, et qu'il peut même aller plus loin, les hypothéquant, durant le mariage, sous réserve du bref de mariage encombré : « *The husband undoubtedly, during the marriage, is entitled to take the produce of his wife's property, and he may go still further for he can mortgage his wife's property during the marriage, subject to all that he has done being annuled by the wife or her heirs after his death* » (1).

Quant aux meubles, il est certain que la femme transmet à son époux en se mariant la propriété de tous ses meubles. « Le mary, dit Le Geyt, est seigneur des meubles de sa femme », et il cite Terrien : « Quant pour le fait des biens meubles, de quelque costé qu'ils procèdent, ils sont tous au mary, lequel en peut disposer à sa volonté par contract entre vifs, et si les peut confisquer à sa femme, sauf les biens paraphernaux » (2).

Ces biens paraphernaux sont en effet des biens que la femme apporte et qui sont destinés à son usage personnel, à savoir par exemple : « tous ses vêtements, robes, ceintures, anneaux et verges, tant d'or que d'argent, et son trousseau, lit, linges et autres de nature pareille ».

(1) Enquête 1859-61. Chapitre des droits du mari sur les biens de sa femme, N° 1480.

(2) TERRIEN, *Commentaires du droit civil tant public que privé observé au pays et duché de Normandie*, Livre VII, chapitre 7.

A part cette espèce de biens, le mari a plein pouvoir sur les meubles de sa femme : il en est le véritable propriétaire. Quelle est donc l'origine de ce droit de propriété? Elle émane des lois barbares. Quand les Francs s'établirent en Gaule, la terre seule existait à leurs yeux et avait de la valeur. Le mari, en vertu du pouvoir qu'il avait sur sa femme, devenait naturellement propriétaire des meubles de celle-ci. Sinon, il aurait fallu dresser des inventaires distinguant les apports de chacun, et à cette époque rudimentaire l'écriture était presque inconnue.

Ce droit de propriété nous est aussi signalé dans l'enquête par ce fait qu'en cas de séparation de biens, on ne dressait pas d'inventaire des biens séparés des deux époux, car tous les biens mobiliers sont sensés appartenir au mari (1). En tant que propriétaire, le mari en a l'administration, la jouissance, et la disposition : il peut les aliéner à sa fantaisie.

Cependant, la coutume normande déclare immeubles et réservés à la femme, un certain nombre d'objets possédant en réalité la qualité de meubles : rentes, droit de présentation à l'office vénal, deniers donnés à la femme à l'occasion de son mariage. Dans ce cas, elle a contre son mari une créance hypothécaire inaliénable qui lui permet d'obtenir de lui ou de ses

(1) Enquête 1859-1861. Chapitre de la Séparation de biens, N° 852.

héritiers le remboursement des sommes qu'il a touchées. A présent encore, à Jersey, on considère comme immeubles les rentes, y compris les rentes publiques dues par les Etats, et les hypothèques conventionnelles, nées d'un contrat passé en justice.

Ce droit de propriété du mari est-il absolu dans l'île? M. Le Gros (1) nous apprend qu'en 1915 cette question fut longuement débattue. Et il cite le cas : une femme, le jour de son mariage, avait en dépôt à une banque de Jersey, des obligations et autres valeurs mobilières; et au temps de son décès, ces titres se trouvaient encore en dépôt à cette banque à son propre nom, et le revenu avait toujours été porté au crédit de son compte. Les mariés avaient obtenu *ex parte* un acte de séparation de biens. Le mari veuf alléguait que par l'effet du mariage il était devenu propriétaire de tous les meubles appartenant à sa femme lors du mariage, même de ceux qui lui étaient échus durant le mariage. L'héritier prétendait que le mari n'ayant pas agi comme propriétaire et n'ayant fait aucun acte comme tel, vis-à-vis des obligations et valeurs, on ne pouvait satisfaire à sa demande. La Cour Royale jugea que ces valeurs et obligations étaient la propriété du mari. M. Le Gros

(1) LE GROS. — *Etude comparative du droit des gens mariés d'après l'ancienne coutume de Normandie et d'après le droit de Jersey.* (Chroniques de Jersey. Journal du 30 juin 1923.)

considère ce jugement comme contraire aux principes du vieux droit normand : « Il est vrai d'admettre, dit-il, que les juristes normands ont toujours soutenu que les meubles de la femme, par l'effet du mariage, deviennent la propriété du mari, mais cette propriété n'est acquise qu'à la condition que le mari prenne possession des meubles. Or, dans l'espèce, le mari n'ayant point exercé un acte de propriétaire à l'égard de ces biens, était censé avoir abandonné son droit de seigneur de ces biens en faveur de sa femme ou de ses héritiers selon le cas ».

La Cour Royale, sans commentaire, s'est contentée de consacrer le grand principe traditionnel de la propriété des meubles de la femme au mari. Terrien lui-même disait Livre VII, chapitre 7, « Quant pour le fait des biens meubles de quelque costé qu'ils procèdent, ils sont tous au mary, lequel en peut disposer a sa volonté ».

Naturellement, ce droit de propriété, en tout cas certain, entraînait pour le mari la charge bien naturelle de payer les dettes de sa femme, sans qu'il puisse en aucune façon alléguer l'insuffisance des deniers reçus.

En dehors des pouvoirs sur les biens de sa femme, pouvoirs dérivant de son omnipotence et de son autorité, l'enquête nous signale accidentellement qu'il a le droit de dire à sa femme : « vous vivrez ici ; vous aurez telles et telles choses et pas d'autres » et qu'il

peut choisir le domicile que sa femme sera contrainte d'habiter (1).

Indiquons en outre le droit de disposition du mari. En ce qui concerne les meubles, s'il y a des enfants nés du mariage, il ne peut disposer que d'un tiers en faveur de n'importe qui, un tiers restant légalement à la veuve et un tiers aux enfants.

S'il n'y a pas d'enfant, il peut léguer la moitié des meubles à n'importe qui, l'autre moitié restant à la veuve en vertu de la loi.

En ce qui touche les immeubles, on distingue les propres et les acquêts. Pour les acquêts, depuis la loi, dite loi « Falle », du nom de son auteur (1897), le mari peut en disposer comme bon lui semble. Pour les propres, il peut léguer l'usufruit à sa femme, et même l'entière propriété s'il n'y a pas de descendant du premier acquéreur autre que lui. Car on fait une grosse différence à Jersey entre l'immeuble qu'on achète, et celui dont on hérite : si on l'achète, on peut en faire ce que l'on veut, tandis que s'il provient d'un héritage, cet immeuble appartient à la famille et doit y retourner à la mort du mari.

Cette prédominance absolue du mari, chef suprême de la maison, n'est pas faite pour nous surprendre. Elle correspond bien avec l'état d'esprit des civilisa-

(1) Enquête 1859-61. Chapitre *Séparation et droits des gens mariés*. N° 15.828.

tions primitives et constitue le fond même de la coutume anglo-normande et du droit jersiais. Du reste, en Angleterre, jusqu'à ces tout derniers temps, c'était bien la situation dans laquelle se trouvait la femme : elle était comprimée, et sa personnalité était absorbée dans celle de son mari « marged » ; elle n'existait pas en droit. Blackstone écrit au XVIII^e siècle : « Par le mariage l'homme et la femme ne sont aux yeux de la loi qu'une seule et même personne » (1). Car l'être ou l'existence légale de la femme est suspendue durant le mariage ou du moins incorporée et confondue avec celui du mari, sous la garde duquel elle se trouve ; de façon qu'elle n'est plus sensé agir en rien par elle-même. Aussi nos lois normandes appellent-elles en vieux français une femme mariée « femme coverte, viro cooperta », et les mêmes lois nomment le mari « covert baron ».

Blackstone n'a du reste fait, que confirmer ce que déjà Littleton indiquait au XV^e siècle et Bracton au XIII^e siècle. Littleton écrit que « Le mari et la femme ne font qu'une personne en loy » et l'on pourrait redire encore à Jersey la maxime de l'Evangile toujours vraie : « *Et jam non sunt duo sed una caro* ».

(1) BLACKSTONE. — *Commentaries on the law of England*. Livre III, Chapitre 7. (Du mari et de la femme.)

CHAPITRE IV.

Capacité de la femme mariée

L'idée si forte de puissance maritale a fatalement influencé et amoindri la capacité de la femme normande. Au début, cette capacité était très restreinte ; avec le temps, en Normandie, elle s'est accrue, mais jamais dans la même proportion que dans les autres coutumes, puisque la notion de communauté, donc de collaboration étroite entre époux, n'y fut jamais introduite.

Il y a dans le Grand Coutumier des détails qui montrent singulièrement la rudesse des mœurs : « Aucun n'est tenu à faire loy pour simple bastûre que le mary ait fait à sa femme de simple querelle personnel, car l'on doit entendre qu'il le fait pour la chastier (1). De ce principe, on en a conclu que le mari seul était responsable des délits commis par sa femme, quand il ne démontre pas qu'il n'a pas fait tout son possible pour réprimer les mauvais penchants de celle-ci.

Seule, non autorisée, elle ne pouvait exercer une poursuite criminelle que dans le seul cas d'une injure

(1) *Grand Coutumier de Normandie*, Chapitre 85.

atroce ; dans tout autre cas, il fallait l'autorisation du mari.

Autorisation préalable aussi pour suivre un procès ou passer un contrat quelconque. Et chose plus grave, cette autorisation était nécessaire pour lui permettre de tester, sauf si le contraire était prévu au contrat de mariage.

Plus tard, lorsque la femme agissait seule en justice, on exigea des lettres du roi. Ce dernier devait autoriser le juge par rescrit à s'écarter du droit commun. Ces lettres, primitivement sérieuses, montrèrent aux juges seigneuriaux l'étendue de l'autorité et de la suprématie royales : délivrées aux greffes des Parlements elles ne tardèrent pas à devenir une simple formalité fiscale.

Signalons, comme nous l'avons déjà dit, que la femme peut, et même qu'elle doit être entendue avec son mari de toutes questions concernant son héritage. Enfin, en ce qui touche les rapports entre époux, rappelons l'article 410 de la Coutume de Normandie : « Gens mariez ne se peuvent céder, donner ou transporter l'un à l'autre quelque chose que ce soit, ni faire contrat ou cession par lequel les biens de l'un viennent à l'autre, en tout ou en partie, directement ou indirectement ».

Qu'en est-il à Jersey de la capacité de la femme mariée ? D'une façon générale, elle ne semble guère plus large qu'en Normandie. Le Geyt, le tout premier,

le constate. Il a l'air de voir dans cette subordination de la femme au mari une sorte de tradition. « Suivant l'ancien droit romain, dit-il, les femmes étaient sous une tutelle perpétuelle : *mariti uxores fortunisque earum in potestate habebunt*, dit César, parlant des Gaulois ». (1)

Le Vieux Coutumier s'en exprime à peu près ainsi : la femme est en la poste de son mary et il peut faire d'elle, de ses choses et de son héritage à volonté.

La preuve en est que l'administration du bien de la femme est au mari sans consentement, ni procuration, avons-nous dit, que le mari plaide sans elle, et pour le possessoire et pour le pétitoire, soit comme défendeur, soit comme demandeur. Le consentement de la femme n'est nécessaire que lorsqu'il s'agit de vendre, échanger ou partager un de ses immeubles propres.

Sans doute elle peut, nous dit Le Geyt, vendre tout son héritage, mais en l'autorité de son mari, donc avec son autorisation, et encore est-ce lui seul qui en recevra les deniers « à son profit particulier, sans en tenir aucun compte » (1). De plus, quoique la coutume de Jersey permette à la femme de vendre à des étrangers, elle ne lui permet pas de vendre à son mari

(1) LE GEYT. — *Manuscrit sur la Constitution, les Loix et Usages de l'Île*. Chapitre I, page 223.

de quelque manière quelle soit autorisée, la coutume de Normandie ayant dit que gens mariez ne se peuvent céder, donner, transporter, etc... Quant à donner des biens au mari, la femme ne le peut absolument pas, car ce serait contraire à cet article en vigueur dans l'Île et « ce serait transporter l'héritage d'une ligne à l'autre, ouvrir la porte aux donations mutuelles, que tant que jurisconsultes et de lois défendent et sous ombre d'un pouvoir introduit sans assez de précaution recevoir une licence sans bornes ».

Du reste, un acte de la Cour d'héritage de 23 janvier 1583, tranche nettement la question. « L'homme et la femme, dit-il, mariez ensemble, ne peuvent, constant leur mariage, avantager l'un l'autre en leur héritage, et que ce seroit contre loy ». Le Bouleiller, en sa « Somme Rurale », remarque qu'il n'y avait rien que les femmes ne fissent pour se faire aimer de leurs maris, s'il était permis de donner constant le mariage. Que peuvent donc faire les époux dans leurs rapports entre eux au XVI^e siècle ? Uniquement les remplacements et les permutations d'héritage sans fraude, ni déguisement. Un autre privilège qu'il ne faut pas, dit l'écrivain Le Geyt, enlever aux femmes, car il se trouve contre-balancé par tant d'autres usages fort rigoureux, était le suivant : Si le mari bâtit sur la terre de sa femme, les augmentations, de quelque prix qu'elles soient, ne se répètent point, ni par les héritiers du mari, ni par lui-même : c'est la femme qui en tire profit.

Ces principes subsistèrent dans presque toute leur plénitude malgré la fuite des ans, car l'enquête de 1859-1861 ne nous révèle rien de bien nouveau. En ce qui concerne le pouvoir d'agir en justice, la femme mariée ne peut attaquer un étranger; mais si un dommage personnel lui a été causé, de quelle manière procédera-t-elle? Son mari se joindra à elle pour intenter une action à ce tiers. Et si le mari refuse de donner une protection convenable à sa femme et n'intervient pas, la Cour, semble-t-il, interviendrait et autoriserait la femme, sous certaines conditions à poursuivre (1).

En ce qui touche les poursuites entre époux, le principe est le même : quand il n'y a aucune séparation de biens, ils ne peuvent s'actionner l'un l'autre. Ce n'est que dans le cas de mauvais traitements que cependant la femme a le droit d'attaquer son mari pour obtenir une séparation.

Pour les contrats, la femme mariée n'en peut toujours pas passer seule; il lui faut l'autorité de son mari. C'est ainsi qu'elle ne peut ni vendre, ni hypothéquer ses immeubles personnels sans être autorisée de son mari « à ce présent et consentant ». C'est ainsi qu'elle ne peut non plus encourir aucune responsabilité en apposant sa signature à un billet quelcon-

(1) Enquête 1859-1861. Chapitre *Séparation et Droits des gens mariés*, N° 45.829.

que ; cette signature resterait sans valeur et ne l'engagerait pas, en l'absence de celle de son mari. Elle ne s'engagera qu'en agissant avec lui. Mais alors, pourrait-on objecter qu'elle est sous une influence si forte de ce dernier que vraiment sa liberté d'action n'existe plus et est annihilée ? Oui, s'il y a eu contrainte formelle, mais sûrement non, s'il n'y a eu qu'une simple influence, et en tout cas, l'acte, jusqu'à preuve du contraire, serait valable.

L'enquête s'étend longuement sur ce point et suppose qu'un écrit a été fait conjointement pour emprunter de l'argent ou pour acheter des biens à l'usage des deux époux ; la femme serait elle responsable, en vertu de l'engagement qu'elle a signé, le mari ayant quitté l'Ile ? Oui, en vertu de ce que nous venons de dire ; mais si le mari quitte l'Ile, pourrait-on poursuivre sa femme ? La difficulté réside sur le point de savoir si celle-ci peut être attaquée sans son mari. En pareille hypothèse, on nommerait un administrateur pour le mari et on poursuivrait du même coup, la femme et l'administrateur. Il en sera de même toutes les fois que le mari quittera l'Ile et y laissera des biens (1).

Une particularité qu'il convient de signaler, qui a toujours existé, et qui rentre dans les droits de la

(1) Enquête 1859-1861. Chapitre *Séparation et Droits des gens mariés*, N° 15.833 et suivants.

femme, réside dans la possibilité pour elle d'intenter une action fameuse, le bref de mariage encombré. On sait en effet que le fonds dotal est inaliénable. Cette inaliénabilité nous est déjà indiquée dans le Très Ancien Coutumier, elle est confirmée dans le commentaire de Terrien et dans la Coutume Réformée de 1583.

Le Grand Coutumier prévoit la vente de l'immeuble de la femme opérée sans son consentement et donne le moyen très net de la faire annuler : cette annulation se produit par le bref. Le bref était le nom de certaines actions dans l'ancienne procédure normande, qui devaient être précédées d'une permission du Duc. Cette procédure était particulière au Tribunal du Roi Franc, et elle ne pouvait être employée par un Tribunal de droit commun pour un procès entre particuliers sans un ordre. « L'on doit scavoir, dit le Grand Coutumier, que l'homme encombre le mariage (c'est-à-dire la dot de la femme) quand il fait en quelque manière que elle en est désaisie, mesmement si elle le vouloit » (1).

Cette action de mariage encombré était une véritable action en réintégrande qui permettait à la femme de rentrer en possession de son bien. Elle devait être intentée dans l'an et jour depuis la dissolution du

(1) *Grand Coutumier*. Chapitre 100. *De brief de mariage encombré*, page 241. (Edition Laurence de Gruchy.)

mariage, sinon la femme agissait au pétitoire. Les héritiers peuvent l'intenter au nom de la femme ; mais pour bénéficier du bref, il faut que la femme ou ses héritiers renoncent à la succession du mari, sinon ils sont tenus des dettes, donc de garantie envers l'acquéreur. Il suffit donc, pour valider l'aliénation des immeubles de la femme par son mari, que la femme donne son consentement à la vente. Que si d'autre part, l'aliénation a lieu d'un commun accord, soit par la femme autorisée du mari, soit par le mari en présence de sa femme ou avec son consentement, soit par les deux, l'acquéreur n'a rien à craindre durant la vie du mari. Alors la femme doit retrouver dans la succession du mari, la valeur représentative de son immeuble vendu. Si la succession est insolvable, la femme aura un recours subsidiaire contre les tiers acquéreurs, qui devront lui payer eux-mêmes, sous peine d'être dépossédés par elle, ce qui devait lui revenir.

Cette action accordée à la femme est aussi pour elle une véritable protection. Protection également pour elle, l'impossibilité de s'obliger personnellement : toutes les obligations passives par elle contractées sont nulles, présumées faites dans l'intérêt du mari.

L'enquête nous indique que depuis 1660 environ, le bref est bien plus rare parce que personne ne voulait acheter au mari sans que la femme ne fut partie con-

sentante au contrat (1). Cependant, elle s'étend longuement sur le délai pendant lequel l'action pour restitution de mariage encombré est susceptible d'être intentée : un an et un jour à partir de la mort du mari. Et si l'héritier de la femme est un mineur, quand le délai commencera-t-il à courir ? A partir de la majorité de l'héritier, bien qu'il semble que le tuteur puisse intenter l'action en son nom ; car il semble difficile d'admettre, que dans cette espèce, l'héritier puisse encore déposséder un acheteur de bonne foi après un si long laps de temps. La loi dit que le délai commence à courir à partir de la mort du mari qui avait vendu les biens ; or, si la femme meurt aussi, l'héritier de celle-ci doit réclamer dans l'an et jour de la mort de cette dernière : aussitôt que le mariage est brisé, soit civilement, soit de toute autre manière, la réclamation doit être faite.

Supposons alors que la femme meure onze mois avant le mari, l'héritier de la femme n'a plus qu'un mois après la mort du mari pour réclamer ? Certes, mais il a le droit de le faire durant les onze mois qui précèdent la mort du mari. Et l'enquête termine sur ce point : en un mot, il y a toujours une pleine année autorisée ; l'an et jour part de la mort du mari si la femme lui survit ; si la femme meurt avant le mari,

(1) Enquête 1859-1861. Chapitre *Des droits du mari sur les biens de sa femme*. N° 7.180.

alors l'héritier de la femme doit poursuivre sa réclamation dans l'an et jour de la mort de la femme.

Et si le mari abuse de ses pouvoirs et essaye de vendre les biens de la femme, n'y a-t-il pas là motif à séparation de biens ? La Cour appréciera sur ce point, et M. Godfray estime qu'elle devra accorder la séparation (1), mais le résultat de la séparation sera-t-il d'annuler les actes antérieurs d'aliénation des biens de la femme par son mari ? Certainement, mais à condition que la femme, dans l'an et jour de la séparation, réclame une restitution.

Aujourd'hui, le bref de mariage encombré, toujours existant en théorie, ne se rencontre plus dans la pratique, car un mari ne peut aliéner ou hypothéquer un immeuble de sa femme sans son consentement. La garantie des tiers serait autrement trop instable et illusoire; jamais ceux-ci ne voudraient traiter avec le mari seul. Aussi la femme, ne pouvant vendre sans son mari, est-elle, au moment de l'aliénation, ou présente en Cour, ou représentée par un procureur, les contrats de Jersey devant avoir lieu en Cour. De plus, le bref a perdu tout intérêt pratique parce que la plupart des femmes ayant quelque fortune, comme nous l'avons dit, sont séparées de biens et ont alors toute liberté pour aliéner leurs immeubles.

(1) Enquête 1859-1861. Chapitre *Des droits du mari sur les biens de sa femme*. N° 7.186.

Cependant, il existe une opération assez fréquente à Jersey et qui est en quelque sorte une forme d'action de mariage encombré : une femme donne à son mari une rente, dont elle jouit, pour acheter un héritage, une propriété. Le mari paie le vendeur au moyen de cette rente, et on stipule dans le contrat d'acquisition que le mari doit la remplacer (nous dirions en faire le emploi) soit de son vivant, soit souvent à sa mort. La femme a alors sur l'héritage acheté une hypothèque destinée à garantir le montant de l'avance qu'elle a faite à son mari, à condition qu'elle formule sa réclamation dans l'an et jour de la mort de ce dernier.

La femme, en définitive, n'a donc pas grande capacité. Elle est pour ainsi dire inexistante, juridiquement parlant. Toutefois une tendance très nette, émanant d'Angleterre, se dessine pour permettre à la femme jersiaise de prendre part à la vie juridique. Déjà, en 1919, on lui a accordé le droit de suffrage dans les élections publiques et il ne faut pas désespérer de la voir siéger prochainement, comme en Grande-Bretagne, dans l'Assemblée des Etats.

CHAPITRE V

Contrats de mariage

Contrairement au droit commun, les contrats de mariage en Normandie, pouvaient avoir lieu par acte sous signature privée. Mais pour ne pas faire échec à la règle d'après laquelle les époux ne peuvent s'avantager l'un l'autre au cours du mariage, il fallait la signature des parents des conjoints. Cet assentiment permettait de supposer que ces derniers n'avaient pas usé de ce procédé pour se faire mutuellement des libéralités.

Quand aucun contrat n'avait été rédigé par écrit, la Coutume autorisait la preuve testimoniale des conventions des époux ; mais alors, les conventions matrimoniales devaient être faites en présence de parents et d'amis choisis par les deux parties. C'était le record de mariage. L'origine du record de mariage remonte au moyen âge, lorsque les droits civils des époux se réglaient en présence des parents et amis, devant la porte de l'Eglise, c'est-à-dire *ad ostium ecclesiae*, avant de recevoir la bénédiction religieuse. Cette pratique ne tarda pas à tomber en désuétude, car elle présentait de graves inconvénients ; et notam-

ment la mort d'un des époux empêchait la preuve de ces conventions.

La dot de la femme était garantie par une hypothèque légale portant sur les biens du mari et prenant rang à compter du jour du contrat s'il était authentique ou du jour de sa date certaine par sa reconnaissance devant notaire s'il était sous seing privé.

Nous avons dit par ailleurs que la liberté des contractants pour l'insertion de certaines clauses dans le contrat de mariage était assez restreinte. La femme ne pouvait s'y priver des avantages accordés par la Coutume et par exemple renoncer à son hypothèque légale qui assurait la reprise de sa dot et son droit au douaire. Les parties ne pouvaient stipuler la communauté, mais la séparation de biens.

A Jersey, les contrats de mariage furent rares de tout temps et spécialement dans ces derniers siècles. On n'en trouve que très peu d'exemples.

Le Geyt nous déclare (1) « qu'aux temps anciens où le père, mariant sa fille, ne pouvait lui donner que du meuble, on faisait un contrat de mariage pour permettre à la femme de reprendre ce meuble à la dissolution du mariage ; mais du jour où le père put lui donner des immeubles, les contrats se raréfièrent pour la répétition de la dot en deniers ». Mais dans ces

(1) LE GEYT. — *Manuscrit sur la Constitution, les Loix et Usages de l'Île*. Chapitre de la Dot en deniers, page 226.

contrats le mari avait droit au tiers des immeubles de sa femme, c'est-à-dire au don mobil, qu'il fut exprimé ou non. Il y avait là, pour la femme, une nécessité de contribuer aux charges du ménage, et par le contrat, la possibilité pour elle de se réserver quelques biens.

Le premier contrat que nous ayions trouvé, date de 1609, entre Jean Payn et Marie Le Febvre, d'après une copie faite par Guillaume Colas :

« En contractant alliance et promessé de Marriage entre Jean Payn, fils d'Edouard et Marye, fille de Germain Le Febvre, déffunt et Collette Journeaulx, mère et tutrice de la dite Marye, et ce par le bon conseil et advis des prochains parents et amys des deulx parties, ledit Edward Payn en considération du dit mariage ainsy accordé donne librement à son dit fils la sôme et nombre de mille èscus, chacun avecque ung lict et aptenances et aultres meubles qu'on a accoutumé de dôner en ung bon mariage. Et quatre bestes de vecture bœufs et chevaulx, le tout a luy estre délivré toutes fois et quantes qu'il en sera besoning, partie devant la consommation du susdit mariage si le cas le requiert et selon la cômodité quil sera nécessaire, et le reste toutes fois qu'il en aura affaire. A quoy fournir et délivrer s'oblige le dit Edward Payn sur l'obligation et fournesture de tous ces biens meubles et heritaiges prêts et advenir; faict

et accordé le quatorzième iour du mois de febvrier, l'an de grâce mille six cent neuf (1).

Signé : *Edward Payn,*
Richard Dumaresq,
Collette Journeaulx. »

De même en 1679, un procès eut lieu en janvier, entre Elisabeth Le Caumais, veuve de Guillaume Sainte-Croix, et Jeanne de Sainte-Croix, fille unique du défunt, et il fut ordonné que la dite fille sera empossédée de toute la succession mobilière de son père, qu'elle délivrera à la dite veuve les 400 écus à elle promis par son contrat de mariage, qu'ils seront en premier lieu pris sur les effets de la succession, avec la moitié de ce qui se trouvera de reste d'icelle succession, selon l'intention du dit contrat de mariage.

L'enquête s'empresse de nous indiquer la rareté de ces contrats qui ne concernent, dit-elle, que les biens mobiliers. C'est là qu'on retrouve, comme en Normandie, du reste, la liberté très limitée des contractants. Ceux-ci ne peuvent modifier les droits absolus du mari : ces droits absolus ne subissent une atteinte qu'en cas de séparation de biens. De même, le contrat de mariage ne peut avoir pour but de priver de leurs droits les enfants à naître. On ne saurait non plus y trouver un acte de séparation. Toutes dispositions contraires à la loi sont destinées à disparaître, car les

(1) Société Jersiaise, Bulletins, volume N° 3.

héritiers ont la ressource — dont ils ne manquent pas d'user, — d'attaquer le contrat à la mort de l'un des époux.

Quant à la forme des contrats de mariage, ils sont, ou authentiques, ou sous seing privé. Authentiques, ils sont passés devant la Cour Royale, écrits sous sceau, et signés des officiers de la Cour, par conséquent du bailli et des jurés-justiciers. Cet acte judiciaire donne hypothèque. Cette forme est très rare, et le plus souvent ils sont sous seing privé, signés des parties et du greffier et enregistrés ; parfois l'enregistrement donne à l'acte privé une hypothèque sur les biens du mari au profit de la femme selon la convention intervenue.

Mais cette raréfaction des contrats s'accroît de plus en plus, et aujourd'hui on n'en rencontre presque plus. Ils ont pour but, en général, d'établir au profit de la femme survivante une rente viagère payable dans des conditions variables et déterminées, moyennant quoi, ladite femme renonce à son douaire et à la part de succession mobilière de son mari. Pour garantir cette pension, certaines propriétés du mari mentionnées dans l'acte, sont hypothéquées. C'est ainsi que le 12 mars 1898, dans un contrat entre Jean Renouf et Annie Stokes, cette dernière abandonne son douaire et tous droits à sa part de la succession mobilière de son mari moyennant 50 livres sterling, immédiatement versées à la mort du mari, et une pension

viagère de 70 livres sterling par année. Le 28 janvier 1903, dans un contrat entre M. Ch. Ins Picot et D^{lle} Alice Le Boutillier, on retrouve les mêmes dispositions que dans le précédent. Enfin, citons un contrat tout récent, du 17 octobre 1924, dont il nous paraît intéressant de reproduire, à titre d'exemple, la formule :

« *A touc ceux qui*, ces présentes lettres verront ou orront.

» Messire William Henry Venables Vernon, Chevalier et Chevalier-Commandeur de l'Ordre de l'Empire Britannique, Bailli de l'Ile de Jersey, sous notre Souverain Sire George Cinq, par la grâce de Dieu Roi du Royaume de la Grande-Bretagne et de l'Irlande et des Dominions Britanniques d'outre mer. Défenseur de la Foi, Empereur des Indes, Salut en Dieu. Sachent tous que l'an de grâce mil neuf cent vingt quatre, le dix-septième jour d'octobre, *comparurent*, en présence de J: Aubin et Philip Le Cornu, Monsieur Francis Le Sueur, fils François d'une part, et D^{lle} Julia, fille de Ann Jevynans, d'autre part ; Attendu qu'un mariage est projeté entre ledit M. François Le Sueur et ladite D^{lle} Julia, lesdites parties sont convenus et ont stipulé les conditions civiles de leur futur mariage et les droits réciproques qu'elles auront à prétendre et à exercer, savoir : ledit François Le Sueur a par ces présentes, créé, donné et assuré pour lui et ses hoirs à ladite D^{lle} Julia dans le cas où elle survivrait sondit

futur mari, une rente ou pension viagère annuelle de la somme de Cent livres sterling, monnaie de la Grande-Bretagne, payable à ladite D^{lle} Julia, pour aussi longtemps qu'elle ne se remariera pas, ladite rente ou pension viagère franche et quitte de toutes charges et exempte de toute contribution au rât paroissial, payable par quart de 3 mois en 3 mois durant ledit terme, et moyennant le paiement intégral de ladite rente, ladite D^{lle} Julia cède, abandonne et renonce à tout droit et prétention de douaire sur les héritages dudit M. François Le Sueur et à toute part et portion de la succession mobilière dudit Le Sueur qui lui reviendrait ou à laquelle elle pourrait avoir droit par la Loi et Coutume de cette Ile en sa qualité de veuve, et sera ladite D^{lle} Julia en conséquence dispensée de contribuer comme veuve aux dettes de la succession mobilière : laquelle pension annuelle de 100 livres sterling est par ces présentes hypothéquée sur certaine propriété appartenant audit Sieur Le Sueur, consistant en maison, offices, et terres suivantes, savoir...

» Et attendu que ladite D^{lle} Julia possède des meubles, argenterie, linges et autres objets, ainsi que des argents, obligations et autres valeurs mobilières, or afin d'assurer dans l'avenir à ladite D^{lle} Julia lesdits meubles, argents et effets, il a été stipulé qu'après que ledit mariage aura été célébré, lesdits M. François Le Sueur et D^{lle} Julia s'adresseront à la Cour Royale à

l'effet d'obtenir une séparation de biens, et ce, à la condition que les meubles, argents et valeurs énumérés dans l'inventaire qui devra être fait et signé par lesdits parties, soient et demeurent la propriété de ladite femme ; que dans le cas de décès de ladite D^{lle} Julia avant celui dudit M. Le Sueur, ce dernier ne réclamera aucune partie des biens meubles, argenterie, obligations, argents et autres valeurs mobilières. *Partant*, s'obligèrent lesdites parties pour elles et leurs hoirs à la fourniture et garantie du contenu des prémisses selon droit. *Et Jurerent*, lesdites parties que jamais contre les prémisses elles n'iront, ni ne feront aller, à quoi nous les condamnâmes à peine de parjure. *En témoin* de quoi nous avons scellé ces lettres du sceau de notre Baillage ».

Pourquoi donc cette rareté des contrats de mariage? D'abord et avant tout par ce fait que si la femme, en se mariant, possède quelques biens, ou quelque fortune qu'elle entend sauvegarder, elle ne manque pas d'employer cette institution dominante et qui joue un si grand rôle à Jersey: la séparation quant aux biens.

Ensuite on emploie un procédé assez usité maintenant c'est le système des trusts ou fideicommiss. C'est un des rares points sur lesquels la loi anglaise se soit réellement introduite dans l'île.

On sait qu'en Angleterre, « L'use of land » était une transmission fiduciaire de la propriété, comme on la rencontrait à Rome. Ce fiduciaire recevait une terre,

à charge d'en faire bénéficier une tierce personne. Contre le fiduciaire qui n'exécutait pas sa charge, le Chancelier appliqua la sanction générale du manque à la fides, c'est-à-dire à la parole donnée.

Cette institution très utile et qui correspondait à des besoins variés fut vivement combattue par la Couronne et sauvée par le Chancelier qui vit ainsi s'affermir sa juridiction.

C'est ainsi qu'on rencontre à Jersey, le système des fideicommiss ou trusts. On fait avant le mariage une convention par laquelle la femme qui apporte par exemple 100.000 livres sterling en se mariant, les place en fideicommiss. Les fideicommissaires ou trustees s'engagent à payer à la femme tant pendant sa vie, voir même au survivant.

On va même plus loin, la somme peut être distribuée aux enfants s'il y en a, au décès de la femme ; s'il n'y en a pas, et à défaut de convention contraire, l'argent apporté par la femme retournera à sa famille.

CHAPITRE VI

Séparation de biens

La puissance maritale, avec le temps se relâcha peu à peu en Normandie. Dans certains cas, notamment si la femme était poursuivie pour crime ou s'il s'agissait d'intenter des actions en l'absence du mari, l'autorisation de justice remplaçait l'autorisation maritale. Nous allons voir maintenant que les pouvoirs du mari sur les actes et les biens de sa femme ne pouvaient guère disparaître et s'effacer qu'au moyen d'une séparation.

Examinons d'abord cette séparation en Normandie; nous verrons ensuite les règles établies à Jersey.

I.

En Normandie, la séparation de biens pouvait être stipulée au contrat; elle pouvait résulter de la séparation de corps; enfin elle pouvait être obtenue en justice.

Et d'abord, elle pouvait être *contractuelle*. Deux futurs époux, voulant avoir des intérêts séparés durant leur union, n'avaient qu'à stipuler la séparation par contrat de mariage, sans nécessité d'obtenir des lettres

de Chancellerie. Mais pour éviter la confusion du mobilier propre à chaque époux, le contrat devait contenir un inventaire des meubles de la femme. D'autre part, les époux devaient faire connaître aux tiers cette séparation par l'affichage de leur contrat au tabelionnage (table commune où tous les notaires dans chaque ville, se réunissaient pour recevoir les actes de leurs charges). Le contrat pouvait contenir les clauses voulues par les parties; souvent, il n'avait pour but que d'autoriser la femme à accomplir seule certains actes qui, normalement, nécessitaient l'autorisation du mari, et par exemple, permettre à la femme de faire seule son testament.

Cette séparation contractuelle ne correspond qu'au droit des derniers siècles; Terrien n'en parle pas, et on n'en a aucun exemple antérieurement à la Coutume Réformée.

La *séparation de corps*, admise dans certains cas graves et notamment en cas de sévices du mari, entraînait avec elle la séparation de biens, mais seulement quand elle était prononcée sur la demande de la femme. Quand la séparation de corps était obtenue par le mari, celui-ci n'était pas obligé de restituer la dot : il avait simplement droit de réclamer une pension alimentaire à la femme pour la punir de sa faute.

Enfin, il y avait la *séparation de biens judiciaire*. Celle-ci fut créée pour remédier aux abus de puissance du mari. Il fallait bien prévoir le cas où ce der-

nier administrerait mal la fortune de sa femme, ou même s'ingénierait à la dissiper.

La coutume de 1583 n'y fait qu'une rapide allusion. Antérieurement, Terrien (1) signale un curieux arrêt de la Cour des Chambres Assemblées, rendu en 1855. « La demande en séparation, dit cet arrêt, doit être publiée à son de trompe et cry public par les carrefours et autres lieux accoutumez afin qu'elle soit notoire aux créditeurs et autres personnes qui pourraient y avoir intérêt ». On voit que la publicité était minutieuse. Plusieurs articles sont consacrés à cette matière dans les Placités de 1666.

Le droit pour la femme de demander la séparation de biens ne semble donc pas lui avoir été reconnu avant le 16^e siècle. Les causes qui permettaient d'obtenir cette séparation étaient le désordre des affaires du mari, désordre entraînant la crainte de voir les intérêts de la femme compromis. Il n'était pas nécessaire, comme dit Houard que le désordre provint du dérèglement du chef de la maison, ni que la ruine fut consommée. D'autre part, avant d'en former la demande, la femme devait se faire délivrer des lettres Royaux ou lettres de séparation, l'intervention d'un pouvoir supérieur étant indispensable pour lui permettre d'échapper à l'autorité de son mari : les juges

(1) TERRIEN. — *Commentaires du Droit Civil, tant public que privé, observé au pays et Duché de Normandie*, page 18.

royaux étaient dès lors seuls compétents pour statuer sur la demande, et le jugement était publié.

La séparation de biens ainsi obtenue entraînait des conséquences quant aux biens et quant à la capacité de la femme normande.

Quant aux biens : elle reprenait tout son « mariage » et autres biens dotaux pour en garder l'administration et la jouissance. Mais à l'exception de son paraphernal, elle ne partageait en aucune façon les meubles, par suite de l'absence de communauté : elle n'avait qu'un vague espoir de succession. Elle n'avait pas droit non plus aux conquêts. Mais à l'inverse, après la séparation, elle acquérait pour elle-même tous meubles et immeubles pouvant lui échoir par succession ou autrement. L'article 391, disait en effet : « A la mort de la femme séparée, ses meubles appartiennent à ses enfants et si elle n'en a, ils doivent être employés à la nourriture de mari et acquit de ses dettes. »

Quant à sa capacité : aucune différence avec le droit commun des autres Coutumes. Elle pouvait disposer à son gré de ses meubles et du revenu de ses immeubles. Pour les immeubles, il importait de faire une distinction : ceux constitués en dot et ceux qu'elle avait pu recueillir par succession depuis la séparation ne pouvaient pas être aliénés avec autorisation du mari, mais avec permission de justice et avis des parents. Cela se conçoit aisément : pour que l'aliénation de tels biens fut valable, le mari devait effectuer

le remploi; or, il ne présentait plus aucune garantie, puisque son désordre ou sa fraude avait motivé la séparation. Pour les immeubles acquis autrement que par succession, la femme pouvait les aliéner sans aucune espèce d'autorisation de qui que ce fut.

Pour les testaments et donations, elle avait pleine liberté. Terrien déclare qu'elle peut contracter, agir, et défendre en jugement sans l'autorité de son mari.

II.

Voyons maintenant les règles qui furent établies à Jersey en ce qui concerne la séparation quant aux biens.

Ces règles ressemblent étrangement à celles de Normandie. Elles n'ont pas été élaborées en un jour; elles dérivent de la pratique et de l'expérience (1), de sorte qu'il est difficile d'en suivre le cours pas à pas. Le Geyt a écrit sur ce sujet un chapitre dans lequel il se borne à constater surtout le droit normand alors en vigueur dans l'Ile, mais l'enquête contient quelques renseignements intéressants. Enfin, une loi du 8 février 1878 est venue codifier définitivement la matière.

Nous suivrons le même plan que pour la Normandie et nous verrons dans quatre paragraphes : 1° règles

(1) LE GROS. — *Etude comparative du Droit des gens mariés d'après l'ancienne coutume de Normandie et d'après le Droit de Jersey.* (Chroniques de Jersey. Journal du 30 juin 1923.)

générales; 2° conditions et procédure; 3° effets concernant les biens de la femme; 4° effets de la séparation concernant la capacité de la femme.

§ 1.

Disons tout d'abord que Jersey connaît — tout au moins théoriquement — la séparation de corps. L'enquête cite un seul cas de divorce a thoro et mensa, et encore les plaideurs moururent-ils avant la fin du procès. En pareille hypothèse, la Cour Civile est incompétente et l'affaire est portée devant la Cour Ecclesiastique. Cette dernière peut décréter une séparation « de personne » et non une séparation quant aux biens (1). De fait, la séparation de corps prononcée par la Cour Ecclesiastique n'entraînait pas la séparation quant aux biens.

L'enquête nous apprend que la séparation de personne peut aussi être décrétée en Cour Royale, car, dit-elle, « une séparation en Cour Royale entraîne en général avec elle le droit pour la femme de ne pas vivre avec son mari (2). Mais il n'est pas expressément déclaré que ce doit être une séparation a thoro et mensa et ce n'est pas mentionné au jugement.

Les séparations de biens étaient plutôt rares autrefois à Jersey, et Le Geyt lui-même ne les recomman-

(1) Enquête 1859-1861, N° 55.

(2) Enquête 1859-1861, N° 51.

daît pas. « Elles sont, dit-il, d'autant moins favorables qu'elles donnent quelque atteinte aux vœux et engagemens de la société conjugale. Si elles étoient trop faciles, elles deviendroient trop communes » (1). Elles n'ont pris d'ampleur qu'à partir du 17^e siècle. Et en effet, on s'en méfiait beaucoup primitivement : on avait toujours peur d'une collusion entre époux. Le tableau du mari fraudeur, traqué par ses créanciers, donnant, pour se soustraire à ses propres dettes, ses biens à sa femme, qui demandait aussitôt une séparation quant aux biens, était présent aux esprits. Du reste, il en est toujours resté quelque chose puisqu'une publicité a toujours paru nécessaire pour obtenir une telle séparation.

Par rapport à la population, elles sont maintenant nombreuses. Toutefois l'enquête de 1859-1861 ne manque pas d'ajouter que ce nombre a quelque peu diminué depuis que la loi concernant « the willing property » a été modifiée (2). Autrefois en effet, un mari ne pouvait pas donner de biens à sa femme et les époux devaient se séparer pour que la femme arrive à acheter des biens fonciers propres; c'était un expédient destiné à échapper aux conséquences de la loi de succession. Par le fait de cette loi, le mari put dis-

1) LE GEYT. — *Manuscrit sur la Constitution, les Lois et Usages de Ville*. Chapitre « Séparation quant aux biens entre le mari et la femme. »

(2) Enquête 1859-1861, N° 11.063.

poser par testament de ses biens au profit de sa femme et il évitait ainsi une séparation.

Cette idée de fraude, qui semblait être à la base de notre institution primitive disparût peu à peu. Sans doute, les méfiances continuèrent, car il y a des intérêts légitimes à sauvegarder, mais, l'enquête nous déclare très nettement que les séparations, la plupart du temps interviennent non pas pour frauder, mais là où il n'y a pas de créanciers ou encore là où les époux peuvent assurer aux créanciers qu'ils seront payés. Quel est donc alors le but des parties? C'est souvent un *arrangement de famille*, non pour frauder, mais pour faciliter les arrangements postérieurs (1) : « *It is very often consequence of family arrangements; I did not mean that it is for the purpose of frauding creditors, but rather for the purpose of facilitating subsequent arrangements* ». Par exemple la femme est sur le point d'hériter ou de recevoir une grande quantité de biens mobiliers, et la séparation a lieu pour la mettre à même de convertir ses biens mobiliers en biens fonciers afin de les mettre en sûreté et de les avoir bien à elle.

§ 2.

Et d'abord la séparation quant aux biens est impossible par contrat de mariage. Nous l'avons dit au cha-

(1) Enquête 1859-1861. Chapitre « Legal position of married women... » N. 11.064 et 11.065.

pitre « Du choix du régime ». La loi est complètement muette sur ce point, et l'intervention de la Cour est nécessaire : un contrat ne saurait suffire. Mais la séparation peut intervenir, soit à l'amiable, — c'est de beaucoup le cas le plus fréquent, — soit dans des cas particuliers à la suite d'une « remontrance » de la femme. Examinons d'abord ce dernier mode de séparation. L'enquête signale la procédure à suivre : la femme adresse à la Cour une remontrance, en se plaignant, soit des sévices du mari, soit de sa longue absence, soit de sa mauvaise conduite ou de son adultère. Elle lui expose les faits et demande à la Cour de l'autoriser à citer son mari en justice un jour déterminé pour l'audition de cette affaire.

Voici du reste une remontrance de ce genre :

« A Messire William Vernon...

« D^{ne} Sophie Connelly, femme de George William Carter, très humblement remontre qu'elle est née à Queen's Land en Australie, qu'elle y épousa le 25 octobre 1905 ledit Carter, natif de cette Ile, qui exerçait la profession de marin; un enfant fut né aux conjoints en Australie, le ... auquel le nom de Henry fut donné, que son mari, avant la naissance de l'enfant avait quitté Brisbane pour se rendre dans les Indes; que le 7 mars 1913 elle rencontra sondit mari en Angleterre et fut conduite par lui à Jersey en avril, où elle est restée tout depuis. Ledit Carter ne tarda pas à quitter Jersey et prit du service à bord d'un des

navires à vapeur appartenant à.... Votre remontrante resta en correspondance avec son mari jusqu'en janvier 1915, époque où elle reçut une lettre extraordinaire où il suggérait un divorce. Malgré cela il continua à la maintenir jusqu'en l'année 1917. Ne recevant plus d'argent, elle s'adressa à Philip Le Maistre, écrivain, procureur de son dit mari, ayant de la propriété en cette Ile et obtint de lui 20 livres sterling en 1917; que pour vivre, elle fut contrainte de prendre de l'ouvrage en Angleterre pendant la guerre, et ensuite à Jersey, où elle est encore, que son mari qui l'a abandonnée, a donné instruction de vendre sa propriété à Jersey et ainsi mettre la remontrante et l'enfant dans une pénurie complète — partant votre remontrante vous en porte ses plaintes et vous prie de l'autoriser de faire convenir en Justice ledit Philip Le Maistre, procureur du mari, afin qu'il soit condamné à payer une pension alimentaire de 12 livres par mois, et que de plus il plaise à la Cour de prononcer la séparation quant aux biens, entre votre dite remontrante et son dit mari.»

Si le mari reconnaît les faits, une séparation aura lieu; s'il les dénie, la femme s'efforcera de prouver les faits qu'elle allègue et la Cour tranchera le débat.

Cette séparation accordée à la suite d'un procès existe de longue date. On trouve que le 13 août 1580, la Cour a accordé, au mari, cette fois, Jean Le Brocq de Millès une séparation d'avec Thomase Le Montays,

sa femme, absente depuis deux ans « à cause de foi rompue, elle ayant eu un enfant d'adultère à Guernesey, où elle fut fouettée ».

Séparation quant aux biens fut accordée aussi au 17^e siècle entre Jean Blampied et Elisabeth Denize, sa femme, le défendeur condamné à livrer à sa femme ses habits, linges, etc., à peine « de son de deux livres par semaine accordées pour l'enfant et injonction faite à Blampied de se bien conduire.

Pour montrer la liberté d'appréciation de la Cour, citons encore un jugement du 15 octobre 1775 entre M. de Veulles, curateur de M. Ph. Messervy et Madame Rachel Falle, femme dudit Messervy, demandant séparation quant aux biens. « Il est jugé que, vu l'offre dudit curateur à ladite femme de lui permettre la réception de jouissance de son bien et de lui payer annuellement une partie du revenu de son mari pour le garder et entretenir, il n'y a point cause pour accorder à ladite femme la séparation qu'elle demande. »

Ajoutons que même si la femme n'obtient pas la séparation qu'elle sollicite, le mari doit payer les frais du procès. Maintenant enfin, au cas d'une absence d'un époux, supérieure à 7 ans, l'autre époux peut obtenir de la Cour une déclaration de mort en loy, qui entraîne une présomption de mort et lui permet de se remarier.

La séparation peut être obtenue *à l'amiable*. Lorsque la femme possède quelque fortune les parties ne man-

quent pas de demander la séparation à la Cour, parfois aussitôt après la célébration du mariage.

La procédure, très simple, est indiquée dans l'enquête : l'une des parties fait à la Cour une demande de séparation de biens. Les deux époux y comparaissent à jour fixé, sans donner aucune raison ; ils réclament simplement qu'on fasse droit à la demande appuyée par leur avocat. La Cour accorde provisoirement la séparation, et le Greffier est chargé de publier l'arrêt dans le vestibule de la Cohue royale où il reste affiché durant dix jours. Passé ce délai, les parties vont de nouveau devant la Cour, et celle-ci doit accorder la séparation, s'il n'y a pas d'opposition.

Depuis l'enquête il y a, de par la loi du 8 février 1878, en vigueur aujourd'hui, quelques petites modifications : un intervalle de trois semaines au moins doit s'écouler entre le jour de la demande et celui de la confirmation de la séparation par ladite Cour. L'acte de la Cour constatant la demande est affiché par le Greffier pendant quinze jours et non plus dix. La publicité est plus rigoureuse : les parties doivent faire insérer l'acte de la Cour dans 4 des principaux journaux de l'Ile, 2 en langue française et 2 en langue anglaise. A titre d'exemple, voici comment l'insertion est conçue : « L'an 1925, le 21^{me} jour de février, sur la demande de James Matthew Lazenny, médecin, et D^{me} Margaret Potts, sa femme, sans profession, demeurant ensemble à Montana, vingtaine de Noir-

mont, en la paroisse de Ste-Brelade, en cette Ile, que séparation quant aux biens leur soit accordée, les titres, actions et valeurs, les bijoux et argenterie, et les meubles de maison et autres effets énumérés dans l'inventaire ci-annexé; fait et signé ce jour par les parties, devenant et demeurant la propriété de ladite femme. »

« La Cour leur octroie acte de leur demande et le Greffier est chargé en vertu de la loi sur les séparations de biens entre époux, de faire afficher le présent acte pendant 15 jours dans le vestibule de la Cohue Royale, et la Cour a fixé à samedi, 15 mars 1915, la présentation de la demande en confirmation dudit acte; lequel inventaire produit par les époux a été séance tenante signé par le Greffier et remis aux parties.

« Ernest Le Sueur, greffier. »

Si le jour fixé pour la confirmation, il n'y a pas d'opposition, la Cour accorde la séparation. Si quelque opposition s'élève, la Cour statue sommairement. Les principaux opposants sont avant tout les créanciers du mari, en vertu de la fraude possible entre les époux. La femme, en pareille circonstance, peut alors se porter caution du paiement.

Signalons enfin que depuis 1878, deux personnes séparées de biens, peuvent demander à la Cour de revenir au régime normal antérieur à leur séparation; on donne alors à l'acte de la Cour, sous peine de

nullité, la même publicité qu'au cas de demande de séparation, et les actes faits par les époux dans l'intervalle restent valables.

Il nous reste à voir les conséquences de la séparation quant aux biens de la femme jersiaise et quant à sa capacité.

§ 3.

En ce qui concerne ses biens, avant la loi nouvelle, la femme n'avait aucune participation aux meubles. Ce qui faisait qu'au moment de la séparation, il était inutile de dresser un inventaire des biens des époux (1), car tous les biens mobiliers étaient supposés appartenir au mari; naturellement et ordinairement, le mari pouvait au moment de la séparation, donner sans fraude tout ou partie des meubles à sa femme.

Au contraire, l'article 5 de la loi de 1878 s'exprime ainsi : « Toute demande en séparation de biens, ayant pour effet de donner à la femme la propriété de meubles meublants, argents ou autres effets mobiliers, devra être accompagnée d'un inventaire, signé par les époux, indiquant et spécifiant la nature d'iceux ».

Grâce à l'inventaire, la femme reprend donc ses meubles; elle recouvre également la jouissance de ses immeubles. Après la séparation, elle acquiert pour

(1) Enquête 1859-1861. Chapitre « Legal position of married women », N° 11.031

elle-même tous meubles et immeubles pouvant lui advenir par héritage ou de toute autre façon; le mari n'a plus aucun contrôle sur ses biens (1).

A la mort de la femme séparée, l'article 391 de la Coutume de Normandie reçoit encore son application: les biens mobiliers de la femme iront aux enfants, qui hériteront ainsi au préjudice du mari. Le Geyt lui-même signale cette solution: « Basnage, nous dit-il, se posait cette question et se déclarait en faveur du mari, mais Le Geyt ajoute: il me semble qu'en 1691, may, 28, on jugea dans l'Isle le contraire ». Et en effet, ce fut tellement bien le contraire qui dût triompher que l'enquête est très nette sur ce point. Si à l'inverse, il n'y a pas d'enfant au décès de la femme séparée, les biens mobiliers appartiendront au mari, ou plutôt, lit-on dans l'enquête, il les conservera *«because this personal property was his already»*. Il peut même s'emparer de biens que la femme n'avait pas en possession à sa mort, mais sur lesquels elle avait un droit échu.

§ 4.

Les effets de la séparation de biens en ce qui touche les actes et la capacité de la femme sont assez considérables et ont fait l'objet de nombreux commentai-

(1) Enquête 1859-1861. Chapitre «Des droits du mari sur les biens de sa femme», N° 7.187.

res. Aujourd'hui on peut les résumer d'un mot et dire que d'une façon générale, quand la séparation est accordée, les époux sont aussi séparés que s'ils n'étaient pas mari et femme. Il n'en fut pas toujours ainsi.

La femme peut disposer de ses meubles et du revenu de ses immeubles : cette solution n'a jamais fait aucun doute. Mais en ce qui concerne ses immeubles, il y a des difficultés. Le Geyt cite l'avis de plusieurs commentateurs de la Coutume de Normandie : celui de Terrien, souvent contredit, dit-il, celui de Godfray, qui écrit : « sur cette question tant débattue si la femme peut vendre ses immeubles sans l'autorité de son mari, elle est résolue négativement par arrêt de la Cour de 1600, par lequel la femme, oresque que pour sa nécessité, est déclarée incapable de vendre ses immeubles autrement qu'en se faisant permettre par Justice, par l'avis et délibération de ses propres parens. » Il reproduit aussi l'opinion de Basnage qui déclare que la femme séparée, autorisée ou non de son mari, ne peut aliéner ses immeubles. Enfin Le Geyt cite l'Etat du droit jersiais à son époque : « A Jersey, la femme séparée ne peut faire aucun acte qui regarde l'aliénation de l'immeuble, si son mari ne l'autorise; mais s'il refuse de le faire quand elle a juste cause, elle se peut faire autoriser par la Cour » (1). Voilà qui est précis, et l'enquête en 1860

(1) LE GEYT. — *Manuscrit sur la Constitution, les Loix et Usages de l'Île*. Chapitre « De la séparation de biens entre le mari et la femme. »

confirme à plusieurs reprises : « Autrefois, une femme séparée ne pouvait disposer de ses biens immobiliers sans le consentement de son mari ou de la Cour : si la femme était encombrée de dettes et si son mari refusait son autorité pour lui permettre de vendre ses immeubles, il était nécessaire qu'elle s'adressât à la Cour pour obtenir cette autorité. » (1)

Mais un changement dû à la pratique des Tribunaux se produisit et la femme acquit plein pouvoir de disposer de ses biens comme une femme « sole », sans consentement de son mari. Ce changement s'opéra vers 1760 et ne résulte pas d'une loi, mais d'un véritable sentiment de justice : c'est la conséquence logique de la séparation de biens. Du reste, en 1775, un mari fit opposition à un contrat de bail à rente de la maison et des terres appartenant à sa femme séparée. Celle-ci s'adressa à la Cour. L'affaire eut lieu le 20 octobre 1775 entre M. Jean Collas d'une part et Marie Poingdestre, femme dudit Jean Collas, séparée de lui quant aux biens d'autre part. L'opposition apportée par Collas fut levée, la Cour considérant que « par l'acte de séparation ladite femme est autorisée à aliéner autant d'héritages comme il en fallait pour acquitter des dettes à qui elle est sujette ».

(1) Enquête, 1859-61, chapitre : « Legal position of married women, N° 11.024.

Elle a donc toute liberté d'aliénation et tous ses immeubles deviennent siens propres.

Elle peut, en plus, contracter, s'engager, emprunter de l'argent, acheter des biens, à sa fantaisie, pourvu qu'elle ne trafique pas avec son mari et n'agisse pas frauduleusement (1), auquel cas ces actes seraient susceptibles d'annulation. Elle peut actionner en justice les tiers et même son mari. Un cas se présenta même à Jersey, dans lequel un mari fut mis en prison par sa femme, dans un procès civil; la femme demandait une séparation et elle fit mettre son mari en prison parce qu'il était « expatriable » (2).

Une question est longuement débattue dans l'enquête, et il importe de la signaler.

Le mari, après la séparation, est-il tenu comme avant, d'entretenir sa femme? La réponse est catégorique.

Quand une séparation est accordée, les parties sont aussi séparées que si elles n'étaient pas mari et femme; cependant si les biens de la femme séparée sont insuffisants, le mari est obligé de l'entretenir. C'est la conséquence naturelle du mariage, car les conséquences morales n'en sont pas effacées et le mari doit appro-

(1) Enquête 1859-1861. Chapitre « De la séparation de biens. » N° 15.878.

(2) Enquête 1859-1861. Même chapitre. N° 15.875.

visionner sa femme en cas de nécessité. « Une séparation de biens ne délivre pas le mari de la nécessité d'entretenir sa femme ». Mais pour cela, il faut qu'elle soit dans le besoin. Alors elle peut s'adresser à la Cour, qui forcera le mari à lui venir en aide. Cet aide se manifestera surtout quand elle recevra des secours de la paroisse et le mari devra indemniser cette dernière.

Mais en principe, la présomption établie est qu'elle est en état de s'entretenir elle-même. A elle de démontrer qu'elle est dans l'impossibilité de se suffire. Si par exemple elle a contracté depuis la séparation des dettes nécessaires à sa vie et à sa subsistance, ses biens seront pris pour le paiement des dettes, et s'ils ne suffisent pas, le mari sera tenu de payer le surplus » (1).

L'enquête va même jusqu'à envisager l'hypothèse où la femme mourrait de faim : elle s'adressera alors au Procureur général. Un rapport sera fait et la Cour ordonnera que le mari devra payer une certaine somme par semaine; et si la nécessité d'avoir un secours immédiat était trop pressante, si pressante qu'elle n'ait pas le temps de s'adresser à la Cour? Alors, *«necessity has no law»* (nécessité ne connaît pas de loi).

(1) Enquête 1859-1861. Chapitre « De la séparation de biens. » N° 15.857.

DEUXIÈME PARTIE

DROITS RESPECTIFS DES ÉPOUX A LA DISSOLUTION DU MARIAGE

*Les principaux droits des époux sur les biens l'un de
l'autre, sont, à la dissolution du mariage :*

Pour la femme : le droit aux meubles et aux conquêts.

Le douaire,

Pour le mari : le droit de viduité.

CHAPITRE PREMIER

Droits de la femme aux meubles

Bien que ne permettant pas la Communauté, la Normandie faisait participer la femme aux résultats avantageux produits durant le mariage, par le travail et l'économie de chaque époux. Cela semble naturel puisque ces biens, susceptibles d'être considérables à la dissolution, proviennent surtout de l'apport commun.

Et malgré cela, le droit de la femme aux conquêts immeubles, ne date, sauf le baillage de Gisors, et les conquêts en bourgages, que de la coutume réformée. Terrien ne connaît encore le droit d'usufruit de la femme à la moitié des conquêts que dans la coutume de Caux. Par conséquent, puisque ce droit existe à Jersey, bien qu'on ne puisse déterminer la date de son apparition dans l'Ile, ce ne peut être que par imitation de la nouvelle coutume du Continent.

La femme a donc un droit, en Normandie et à Jersey, dans la succession de son mari, et ce droit lui est personnel. C'est un droit de succession et non de communauté : il s'éteint avec elle et ne passe pas aux héri-

tiers, qui ne peuvent par conséquent pas demander le partage. De même, il ne prend pas naissance à la séparation de biens, puisqu'il est impossible d'hériter d'un homme vivant.

Quelle est l'étendue du droit de la femme dans la succession de son mari? Ce droit porte sur les meubles et sur les acquêts en immeubles.

Son droit de succession sur les meubles est du $\frac{1}{3}$ s'il y a des enfants, ou de la moitié s'il n'y a pas d'enfant. Un cas particulier est assimilé à l'absence d'enfant : lorsqu'il n'y a que des filles mariées du vivant de leur père, et que celui-ci a exécuté la promesse de leur constituer une dot sur une partie de son mobilier.

Pour les immeubles acquis par le mari durant le mariage, on a maintenu en Normandie, l'ancienne proportion du $\frac{1}{3}$ établie par les cartulaires et les lois ; seulement, pour éviter que la femme ne fit passer ces biens dans une autre famille, on restreignit à l'usufruit la propriété de ce tiers. A Jersey, les acquêts peuvent être légués par le mari à qui bon lui semble ; donc la femme peut très bien n'en pas avoir. On a toujours, rappelons le, distingué entre l'immeuble acheté et celui acquis par donation ou legs ; ce dernier appartient à la famille, contrairement au premier : on ne peut donc en disposer. De même, avant 1901, on ne pouvait disposer des immeubles achetés, mais un vieux Juge nommé Fallé, voulait donner des immeubles à sa fille et comme il ne le pouvait, en

vertu du droit d'alors, il fit voter une loi testamentaire autorisant la pleine liberté de disposition des acquêts.

Bien entendu, du fait que la femme accepte la succession, elle est tenue de contribuer aux dettes pour sa part et portion, la moitié ou le tiers, suivant le cas, hormis les frais de funérailles et de legs testamentaires.

Cependant il y avait, en Normandie du moins, des acquêts soumis à d'autres règles et qui se partageaient également entre les époux; les héritiers de la femme prenaient la moitié attribuée à cette dernière : c'étaient les acquêts en bourgages.

Qu'étaient-ce que ces bourgages? D'après le Grand-Coutumier, c'étaient des immeubles, terre ou maisons, sis dans les bourgs ou quelques terrains dans les campagnes, qui pouvaient se vendre ou s'acheter sans l'assentiment du seigneur féodal, et c'est ce qui explique la plus grande participation de la femme « car il ne s'agit plus ici (1), d'une tenure féodale qu'on veut à tout prix empêcher de se morceler, de passer en mains féminines et par elles, parfois en d'autres familles. Et dès lors, l'idée française de compagnie entre mari et femme a reparu pour ce genre de conquêts faits en mariage. » Et c'est si vrai que tandis

(1) LEFÈBVRE. — *De l'ancien droit matrimonial de Normandie*. (Nouvelle Revue Historique de droit français et étranger), 1911, page 514.

que les filles en matière successorale étaient exclues par leurs frères, lorsqu'il s'agissait d'une succession de bourgages laissés par le père ou la mère, elles y avaient un droit égal à celui de leurs frères. Mais ces bourgages n'existent pas dans l'île. Le Geyt et Poingdestre disent tous deux : « Il n'y a point, à Jersey, de bourgeoisie ». (1)

Puisque la femme acceptante est tenue de payer les dettes pour sa part en qualité d'héritière, on ne peut la forcer à accepter la succession : elle a en effet la faculté de renoncer à la succession de son mari.

Quelles sont donc les conditions requises pour renoncer ? La renonciation ne se présume pas : elle doit être faite expressément et définitivement.

Si par hasard la femme a accepté par dol des héritiers ou des créanciers du mari, elle peut se faire restituer contre son acceptation. Une stipulation prévue au contrat de mariage, par laquelle elle se serait interdit le droit de renonciation à la succession de son mari est nulle. Mais pour que la renonciation soit valable, il faut qu'elle intervienne dans les délais voulus, c'est-à-dire 40 jours à partir du jour de la connaissance du décès du mari, et qu'elle ait lieu en justice. Durant ce délai la veuve a droit à l'habitation dans le

(1) LE GEYT. — *Manuscrit sur la Constitution, les Loix et Usages de l'île*. Chapitre « Du douaire. »

— POINGDESTRE. — *Commentaires sur l'Ancien Coutumier de Normandie*. Chapitre « Du douaire de femmes. »

manoir du mari, et à des aliments pris sur sa succession. Elle doit jurer en faisant la renonciation qu'elle n'a conservé aucun objet dépendant de la succession maritale. Cette renonciation doit être faite sans fraude ni recel. Si elle a détourné des objets héréditaires, elle est déclarée acceptante de plein droit, paie les dettes et ne prend pas part au partage des objets récelés. Si au contraire le détournement a eu lieu depuis la renonciation, elle doit alors restituer les biens dont elle s'était injustement emparée et peut être poursuivie devant la justice criminelle.

« Il est bien entendu, dit Poingdestre, que chez nous la femme renonçant à la succession de son mari ne renonce qu'aux meubles, et non aux conquêts lesquels lui appartiennent, non par succession, comme en Normandie, mais par douaire. » (1)

Le Geyt ne croyait pas nécessaire que la veuve renonçât en justice, dans les 40 jours, et il en donne plusieurs raisons. D'abord, l'origine de cette formalité est imitée des pays où les femmes ont une communauté de biens avec leurs maris ; 2) La veuve comme on peut le voir dans la Somme Rurale de Bouteiller, était obligée de faire un bon et loyal inventaire pour être déchargée des dettes et dans l'Ile c'est à l'héritier à faire cette diligence ; 3) Encore que la

(1) POINGDESTRE. — Commentaires sur l'article, 394 de la Coutume.

Coutume de Normandie dise que l'héritier doit déclarer dans les 40 jours s'il veut répudier la succession, Bérault et Godefroy conviennent que s'il ne le fait pas, il suffit qu'il ne se soit point immiscé ; « et pourquoi voudrait-on imposer à la veuve une plus grande rigueur ? » ; 4) Comme l'inventaire dure beaucoup plus de 40 jours, comment peut-on obliger la veuve à faire la renonciation avant la confection de l'inventaire ? Et il conclut : « Cette diligence ne convient guère à une veuve, à moins qu'elle y soit contrainte. Le temps est bien court à une femme affligée pour aller de son propre mouvement faire à son défunt époux une espèce de disgrâce publique et pour se déterminer si vite sur une succession embrouillée. » (1)

Cependant, il nous semble qu'elle a dû à Jersey renoncer comme en Normandie, car la Normandie connaissait cette formalité quoique voulant ignorer la communauté de biens ; et la Coutume est sur ce point formelle : la renonciation, quoiqu'en disent Bérault et Godefroy, devait être *expresse* et solennelle. D'autre part, si ce délai de 40 jours était insuffisant pour prendre une décision, la femme normande pouvait demander une prorogation en présence des héritiers et des autres parties intéressées. De plus, la Coutume

(1) LE GEYT. — *Manuscrit sur la Constitution, les Loix et Usages de l'Île*. Chapitre « De la dot et deniers », pages 226-227.

n'accordait point de temps à la femme pour la confection d'un inventaire : elle n'était point obligée à l'exécution de cette formalité.

D'autre part, le 22 octobre 1632, une veuve fut condamnée à Jersey « Joint, dit la sentence, entre autres choses, qu'elle n'avait point renoncé dans le temps permis en loy ». Enfin, comme nous le verrons à propos du douaire, la veuve doit faire une déclaration dans les 40 jours de la mort du mari si elle désire réclamer son tiers sur les biens que le mari avait à l'époque du mariage, et l'enquête de 1859-1861 ajoute : « Elle ne prend rien dans les meubles du mari, ne paie pas les dettes, et on dit qu'elle s'arrête sur son mariage en essence et bien paraphernaux. » (1) Au reste, aujourd'hui, elle s'adresse à la Cour.

Voyons maintenant les effets de la renonciation. Ils sont au nombre de deux.

D'abord : 1) La veuve est exclue des dettes du mari. Ce point est certain et normal. C'est un but qu'elle a poursuivi en renonçant ; 2) Elle est exclue des meubles. Mais elle reprend ses biens dotaux en Normandie et les meubles qu'elle a réalisés par son contrat de mariage. C'est ce qui se passa primitivement à Jersey.

« Il y a 100 ans, dit Le Geyt, que lorsque la veuve

(1) Enquête 1859-1861. Chapitre « Entitled widow to dower upon the land or the whole estate. » N° 7.173.

renonçait aux meubles du mari, elle avait restitution de tout le meuble qu'elle lui avait apporté ou que depuis il aurait reçu en faveur du mariage ». Ce sont les termes d'une sentence du 21 mars 1606. On avait jugé qu'une veuve serait reçue à faire estimation par témoins de la valeur du bétail qu'elle avait amené pour en être fournie sur celui du mari.

Cependant, en 1609, le 27 mai, on régla que la veuve s'arrêterait au tiers des meubles, payant le tiers des dettes, et Le Geyt ajoute: c'est notre constante coutume depuis 1607. que la veuve qui ne veut prendre part aux meubles, s'arrête sur son mariage. C'est ainsi que le 31 août 1632, on trouve que la nommée Marie Gavey, laquelle s'était arrêtée sur son mariage, n'en pouvait avoir que ce qui restait alors en essence. Et, en 1628, le 19 mai, que M^{me} Marthe de Soulemont, veuve du Sieur Dumaresq, aurait les biens qu'elle avait apportés en mariage, qui étaient en essence et elle fut déboutée de ceux qui lui étaient échus durant le mariage.

Mariage en esence, cela comprend tout ce qui peut lui rester de sa dot mobilière, et par conséquent deniers et obligations.

Bien plus, la coutume permet à la femme de reprendre ses biens paraphernaux, biens exempts de toute dette et destinés à empêcher la misère de la veuve. C'est un droit qui lui est personnel et que ses héritiers ne sauraient exercer. Quels sont donc ces

biens ? D'après l'article 395 de la Nouvelle Coutume de Normandie, ce sont des meubles servant à l'usage de la femme tels que lit, robes, linges et autres de nature pareille. Le Geyt cite Terrien : « Ce sont des biens que la femme apporte, destinés à son usage, scavoir tous ses vêtements, robes, ceintures, anneaux et verges, tant d'or que d'argent et son trousseau, autant qu'il y en avait en essence, lors du trépas du mari. »

Poingdestre, commentant l'article 395, nous dit que ce que cet article appelle biens paraphernaux s'appelle à Jersey « mariage » en autre sens que la coutume, car quand on dit se tenir à son mariage, on veut parler dans l'Île des meubles ou trousseau de la femme, qu'elle porta à son mari un jour ou deux avant les noces. « Mais pourtant, ajoute-t-il, le mot de mariage, en notre sens, s'entend bien plus loin que les paraphernaux, car il comprend toutes sortes d'ustensiles de ménage et bien souvent des chevaux, des bœufs, des vaches, qui ne sont pas bien paraphernaux. Or, la femme, renonçant aux meubles de son mari, aura tout ce qui se trouvera encore en essence des biens meubles qu'elle apporta à son mari. »

En effet, ces biens doivent se retrouver en nature dans la succession, sinon la femme perd son droit. « Et là où le meuble serait si petit, elle aura son lit, sa robe et son coffre. »

Hormis les paraphernaux, le contrat de mariage

peut permettre à la femme de remporter certains biens, malgré sa renonciation à la succession : c'est la clause dite de remport. Cette convention l'autorise en Normandie à « remporter » des meubles plus précieux, tels que bijoux, lits de parade, tapisseries, carosses.

Si les meubles stipulés dans le remport sont dissipés, le contrat de mariage peut les avoir estimés, et la femme aura droit à la somme fixée.

Cette clause de remport ne semble pas avoir existé dans l'Ile précisément, parce que, comme le dit Poingdestre, la femme renonçant aux meubles de son mari, reprenait tout ce qui se trouvait en essence, précieux ou non, des meubles qu'elle-même avait apportés à son époux.

CHAPITRE II

Le douaire

Le douaire est une institution fondamentale et un des traits caractéristiques du droit anglo-normand. Son importance en est d'autant plus grande que les droits successoraux de la veuve sont plus restreints.

Son origine est très ancienne : chez les Germains déjà, le mari offrait quelques présents à sa femme (1), et quand les Barbares vinrent en Gaule, cette donation portait sur des fonds de terres. Comme le latin n'offrait pas de mot spécial on lui appliqua le mot « dot », et le terme mariage désigna l'apport de la femme.

Les Anciens Coutumiers contiennent de longs développements sur la « Dos ex marito ». Le douaire fut en effet d'abord conventionnel, mais cette convention devint bientôt obligatoire. L'Eglise le favorisait : il fut considéré comme le signe distinctif du mariage. Glanville le spécifie : dot assignée ou confirmée devant la porte de l'Eglise, lors du mariage. Dès le 11^e siècle, certains rituels exigeaient que l'acte constitutif du

(1) TACITE. — De mor. Germ., cap. XVIII.

douaire ou dotalitium fût lu devant les assistants ou que le montant du douaire fut indiqué par le mari au moment où il imposait l'anneau nuptial à sa femme. Mais au moyen âge, les contrats étaient presque tous formalistes : il fallait pour leur perfection employer une formule ou un symbole. En imposant l'anneau à sa femme, après mention de la dos, l'époux lui disait : « De cet argent, je te doue. » (1)

Et l'Eglise catholique conserva dans son rituel la stipulation d'un douaire fictif, attesté par la pièce d'argent remise par le mari à la nouvelle épouse. C'est pourquoi on présume que si le douaire n'a pas été stipulé expressément, ce défaut de stipulation est le résultat d'un oubli, et à la mort du mari, la veuve peut très bien demander à l'héritier du mari la jouissance de son douaire.

Ce rapide historique étant tracé, nous allons examiner dans 4 paragraphes : 1) Les deux sortes de douaire que l'on rencontre et leur différence ; 2) Quand et comment la veuve peut réclamer son douaire ; 3) Paiement du douaire ; 4) Les devoirs qui incombent à la douairière.

§ 1.

Le douaire légal ou coutumier, destiné à permettre à la femme d'avoir une aisance semblable à celle

(1) M. CHENON. — « Recherches historiques sur quelques rites nuptiaux. » (Nouvelle Revue Historique de droit français et étranger), 1912, page 631.

qu'elle avait durant le mariage, est fixé en Normandie à la jouissance du tiers des immeubles du mari : ceux que le mari avait déjà au jour du mariage, et ceux qu'il avait pu recueillir en ligne directe.

Le douaire conventionnel, le plus ancien, ne doit pas excéder le tiers des immeubles du mari. Mais la femme peut avoir moins que le tiers, selon les clauses du contrat. Ce tiers fixé est le maximum, pour éviter que la femme n'abuse de l'ascendant ou de la passion du mari.

On trouve que le 29 janvier 1548, justice ordonne que Félicie, veuve de Sylvestre Fourgis, aura le tiers de vingt cabs de froment à cause de son douaire sur ce qui occupe les héritages de son mari. De même, le 3 juin 1592, les acquisitions faites par la femme alliée du mari, sont adjudgées aux héritiers du mari, sauf le tiers dont elle doit jouir pour son douaire, sa vie durant.

Le Geyt cite cette règle normande, en vigueur à Jersey : « Avant le mariage on peut même stipuler que la femme n'aura point du tout de douaire ; et elle y peut renoncer en tout ou en partie, comme elle le fait à Jersey, tous les jours, en cas d'aliénation et durant le mariage ; mais, se hâte-t-il d'ajouter, cela n'empêche pas la restitution d'une veuve deceüe d'outre-moitié. » (1)

(1) LE GEYT. — *Manuscrit sur la Constitution, les Loix et Usages de l'Ile*. Chapitre « Du douaire de femmes. »

Poingdestre, de son côté, écrit : « La femme court le risque de son douaire. Car si le mary et elle ont augmenté et acquis constant le mariage, c'est à l'augmentation du douaire de la femme ; s'ils ont fait mauvais ménage, c'est à la diminution du douaire. » (1) En effet, rien n'empêche le mari de revendre tous les immeubles qu'il a achetés durant le mariage. De même un acquéreur n'achètera pas un héritage sans que la femme renonce à son douaire, de sorte que celui-ci peut ne plus exister, mais seulement du consentement de la femme.

Ce douaire pourra devenir plus considérable en Normandie qu'à Jersey. Car nous trouvons une différence. On tient tellement à ce que la femme ait son douaire en Normandie, que lorsqu'elle ne trouve pas dans la succession du mari de valeurs suffisantes pour lui procurer la jouissance équivalente à l'usufruit qui lui est dû, elle peut attaquer les tiers détenteurs. Ce recours s'étend même contre les acquéreurs des biens du beau-père, vis-à-vis duquel la veuve obtient douaire : les ventes que ce dernier a faites ne doivent pas décevoir les espérances de fortune que la femme est en droit d'attendre par suite de l'opulence des parents de son époux. En effet, l'article 369 de la Coutume, dit que « Si le père ou ayeul du mary ont

(1) POINGDESTRE. — Commentaires sur l'article 361 de la Coutume.

consenti le mariage, ou ont été presens, la femme a douaire sur leur succession, combien qu'elle échée après la mort du mary, hormis ce qui leur seroit écheue depuis son décès, ou qu'ils auroient acquis ». Leur consentement ou leur présence affecte donc leur succession au douaire de leur belle-fille. « Ce n'est point, écrit Le Geyt, dans son chapitre « Du douaire de femmes », la Coutume de Jersey : ni leur présence, ni leur consentement au mariage n'affectent leurs biens ; ils les peuvent diminuer comme il leur plaist. D'austre côté, leur belle-fille a toujours douaire sur leur succession, quoiqu'ils n'aient pas consenti ou même qu'ils se soient opposez ; il faudroit une exhérédation formelle de leur fils pour priver sa veuve de son douaire sur leurs héritages. »

Une question se pose : une belle-fille ayant douaire sur la succession de son beau-père, si son mari survit à ce dernier, à quel moment faut-il se placer pour apprécier l'étendue du douaire, au décès du fils ou à celui du beau-père ? En 1685, le 4 juillet, on jugea que la veuve aura douaire sur tous les héritages que le beau-père laissait par décès. Cependant, l'article 369 dit expressément que la femme n'aura point de douaire sur les biens que le père, la mère ou l'aïeul auraient acquis ou qui leur seraient échus depuis le décès du mari. Les biens acquis par le père depuis le décès du fils sont donc exempts de douaire.

Mais Terrien (1) et l'arrêt rapporté par lui de 1519 disent positivement que ce qui depuis la mort du mari, échoit directement au père, est sujet au douaire de la belle-fille. Le Geyt ébauche la question, mais ne la résout pas.

A côté du douaire coutumier, qui existe à Jersey, il y a un autre douaire, absolument inconnu en Normandie. Cet autre douaire consiste en la jouissance du tiers des immeubles dont un mari est mort « vêtu et saisi ». Il date de 1563. Écoutons Le Geyt : « Ce fut une pure gratification qu'on fit à la veuve lorsqu'en 1553, le 2 juin, on commença d'ordonner qu'elle jouirait du tiers des acquêts aussi bien que du tiers du propre, par usufruit. Cet acte est fort raisonné, et toutes les veuves en ont depuis le bénéfice. » (2)

L'an 1563, la Cour assemblée rendit un Jugement qui établit la nature de ce douaire. Il nous importe de signaler ce curieux arrêt de la Cour : « L'an 1563 et second jour du mois de juin, par devant Mons. le Bailli; pressens ... jurets ; sur la matière estant en contention entre William Dirdo et de Carteret, procureur de honeste D^{lle} Johanna Collas, délaissée de feu honorable homme Hélier de Carteret, fils Philip, acteur d'une partie, et honeste gentilhomme William

(1) TERRIEN. — *Commentaires du droit civil tant public que privé, observé au pays et Duché de Normandie*, Livre VIII, Chapitre 7.

(2) LE GEYT. — Chapitre « Du douaire. »

de Carteret et ses parçonniers, héritiers dudit Héliér de Carteret, défendeur, d'autre partie, concernant le douaire de ladite Johanne.

Sur ce que lesdits Procureurs et acteurs disaient et alléguaient vers lesdits défenseurs que ladite Johanne debvait jouir le terme de sa vie, avecq et en oultre du tiers de tous les héritages dont ledit Héliér estoit vestu et saisi alors de leurs épousailles, de tous les conquêts et acquisitions, tant de terre que de rentes lesquels ledit Héliér avait faictes depuis le temps de leurs épousailles jusqu'à son décès en temps que toutes lesdites acquisitions etaient faictes à qui le plus vivrait plus tiendrait, dudit Héliér et de ladite Johanne sa femme, et aussi que ledit Héliér de Carteret, en son vivant avoit reconnu et confessé en justice que lesdites acquisitions et conquêts avoient esté comprises et acquises du bien qu'il avoit eu en son mariage avec ladite Johanne sa femme. Et lesdits défenseurs disaient, au contraire, alléguant vers lesdits Procureurs et acteurs que ladite Johanne ne debvoit avoir que le tiers seulement de tous les héritages dont ledit Héliér estoit possesseur et saisi alors qu'il épousa ladite Johanne sa femme, sans avoir part quelconque aulx dites conquêts et acquisitions, quelque soit transport où recognoissance que son mari lui eust fait en son vivant et qu'ugne veuve et délaissée pouvoit bien avoir moins que le tiers des héritages de son mary, mais plus que le tiers elle ne pouvoit avoir

à moins qu'il estoit pleinement déclaré par le 101^e chapitre du Coutumier de Normandie reconnu à Jersey. Et aussi plusieurs raisons et allégations débattues et alléguées, tant de part que d'autre, lesdits parties se submettaient à l'égard et jugement de la Cour. Sur quoy les considérations qu'il est tout notoire et manifeste que ladite Johanne s'étoit tousjours comportée et avoit toujours vescu si honestement, vertueusement et discrètement avecq son dit mari qu'il étoit bien possible qu'elle avoit aidé à gagner les biens dont lesdites acquisitions ont été faictes et aussi par ledit rapport et confession dudit Hélier de Carteret estoit du bien qu'il avoit en mariage avecq sadite femme qu'il avoit conquis et acquis lesdites héritages, et considérant aussi que par le bien faict d'une femme l'homme peult venir en grand bien, par lesquels biens il peult acquérir beaucoup de rentes et héritages dont seraient pitié que la femme ayant par son bien faict et par son industrie prins grande peine à les assembler et n'y eust sa part après la mort et trespas de son mary.

La Cour a ordonné et ordonne que ladite Johanne jouira le terme de sa vie (et toutes les aultres veuves aux cas semblables jouiront semblablement pour le temps avenir) du tiers de tous les héritages dont elle trouva son dit mary vestu et saisi alors de leursdites épousailles et aussi du tiers et non plus de tous les conquêts et acquisitions que ledit Hélier de Carteret

avoit faict dempuys son premier mariage jusqu'à son décès, à laquelle sentence et jugement ainsi faict comme dessus est dit, lesdites parties ont volontairement obéi et se y sont soumis accordamment ».

Voici donc l'innovation. Poingdestre naturellement la signale : « Par la coutume locale, le douaire est étendu en nos Isles à tous immeubles, de quelque nature qu'ils soient, propres ou conquêts, venus de droite ligne ou collatérale, sans aucune chose en excepter, dont le mary mourut vestu et saisy, et des héritages echeues depuis en droite ligne. » (1)

D'où les différences suivantes avec le douaire de Normandie : 1) Celui-ci est certain, tandis que le douaire de l'Ile ne l'est pas ; 2) Par la coutume générale, le tiers que la femme prend dans les conquêts est en qualité de succession, mais aux Iles, ce tiers est non plus à titre de succession, mais de douaire ; 3) En Normandie, la femme ne peut jamais prétendre à aucun douaire sur ce qui est échu à son mari depuis les épousailles en ligne collatérale, tandis qu'à Jersey, il y a douaire comme sur tout le reste des acquisitions faites par le mari et sur tous héritages, venus par autres voies, telles retraits féodaux, confiscation.

La femme a donc un droit d'option : prendre son

(1) POINGDESTRE. — *Commentaires sur l'article 367 de la Coutume de Normandie*. Chapitre « Du douaire de femmes. »

douaire comme en Normandie, sur les immeubles que le mari avait au jour des épousailles, et sur ceux qu'il aurait pu recueillir en ligne directe, ou prendre son douaire sur les immeubles dont le mari est mort vestu et saisi. L'enquête précise et complète ce nouveau douaire, en faisant nettement remarquer que c'est un privilège de l'Ile (1).

La conséquence est la suivante : si la femme prend son douaire sur les biens que le mari avait en se mariant, elle n'a pas à contribuer aux dettes laissées par celui-ci à sa mort ; et si elle le prend sur les biens laissés par lui à son décès, elle doit contribuer aux dettes. Mais si elle choisit le premier cas, elle doit faire cette déclaration dans les 40 jours du décès. On dit alors qu'elle s'arrête sur son mariage en essence et biens paraphernaux, dès lors elle ne se mêle pas aux meubles du mari et est exempte des dettes de ce dernier. Si à l'inverse, elle ne fait pas cette déclaration dans les 40 jours, elle prend son douaire sur les biens immobiliers du mari à sa mort, a droit aussi au tiers des biens mobiliers et est passible des dettes du mari pour sa part.

§ 2.

« Le douaire n'est dû, dit Poingdestre, que du jour

(1) Enquête 1859-1861. Chapitre « Entitled widow to dower upon the land or the whole estate. » N 7.158 et suiv.

où il est demandé.» (1) Et la preuve en est, ajoute-t-il, que la femme n'en a aucune saisine jusqu'à la clameur. Car s'il était dû du jour du trépas du mari, elle en aurait à tout le moins la saisine civile et dès lors le faudrait révoquer, c'est-à-dire dans l'an et jour.

Très souvent un accord de douaire intervient entre la femme et le ou les héritiers. Parfois cet accord est passé en Cour ; parfois c'est un accord pur et simple.

Par exemple les héritiers se réunissent, constatent que le douaire vaut 100.000 francs par an ; l'un d'entre eux qui a reçu une part supérieure à celle des autres s'engage à payer en compensation 25 ou 30 livres sterling par an, et les autres acceptent.

Parfois aussi la femme prend comme douaire l'usufruit d'une maison ou d'une terre.

Le plus souvent, les choses se passent ainsi : la veuve intente au principal héritier une action appelée action « en délivrance ». Les parties sont alors envoyées devant le greffier. Le principal héritier fournit une liste des biens sur lesquels le douaire doit porter, et la veuve divise ses biens en trois parties, fait trois parts égales. L'héritier désigne deux d'entre elles et laisse la troisième à la veuve en qualité de douaire :

(1) POINGDESTRE. — *Commentaires sur l'Ancien Coutumier de Normandie*. Chapitre « Du douaire de femmes. »

le tout est enregistré en Cour (1). Il en est encore ainsi aujourd'hui.

§ 3.

L'enquête s'étend sur le paiement du douaire. Celui-ci étant défini, l'héritier le paie à jour fixe en une ou deux fois par an. Mais si par exemple le douaire est dû le jour de Noël et si la femme meurt la veille, le principal héritier en bénéficie, conserve tout pour lui, et en définitive, ce sont les créanciers de la veuve qui ne sont pas payés.

Le douaire est en effet payable, soit tous les six mois, soit tous les ans ; le plus souvent il est payable annuellement : cela dépend non de la Coutume, mais de la convention faite à la mort du mari. Il en résulte que si la femme meurt la veille de l'échéance, elle peut ainsi perdre une année entière. C'est une rigoureuse conséquence, mais en cette matière, il n'y a pas de loi de répartition : à la Cour de se prononcer en toute équité. Il en serait de même si la veuve acceptait au lieu de douaire une rente payable annuellement, à raison de tant par jour ; si elle meurt avant l'échéance, l'annuité ne serait pas payée.

A l'inverse, le douaire est garanti par une hypothèque légale portant sur les immeubles du mari. L'article VII de la loi du 18 juillet 1879 sur les hypothè-

(1) Enquête 1859-1861. Chapitre « Entitled widow to dower upon the land or the whole estate. » N° 7.171.

ques le dit expressément, et cette hypothèque, avec droit de suite, prendra date soit du jour du décès du mari, ou si, devenue veuve, elle s'est arrêtée sur son mariage en essence et bien paraphernaux, du jour du mariage. Cette hypothèque porte sur tous les immeubles du mari.

§ 4.

L'obligation de la douairière est de payer les dettes ou plutôt de contribuer au paiement des dettes du mari si elle prend son douaire sur les biens laissés par ce dernier à son décès. En pratique, même si elle prend son douaire sur les biens du mari lors du mariage, si la succession est déficitaire, elle doit payer le tiers de l'intérêt du déficit, car le déficit est une charge réelle que les immeubles ont à subir.

D'autre part, les douairières doivent maintenir la propriété en état convenable et faire les réparations nécessaires. Poingdestre déjà l'indique : « Elles doivent tenir en estat les maisons et héritages qui leur auront été baillés, sans couper les bois aultres que ceux qui sont en coupes ordinaires, si ce n'est pour réparer les maisons et manoir appelé le propriétaire et par ordonnance de justice. » (1) Si elles ne remplissent pas leurs obligations il y a contre elles action pour réparation et restitution des dommages appor-

(1) POINGDESTRE. — *Commentaires sur l'article 375 de la Coutume de Normandie.*

tés par elles à la propriété des héritages. Aujourd'hui, on va même plus loin : un ordre de justice du bailli de comparaître en Cour est envoyé à la veuve pour répondre et indiquer les raisons qui ont motivé la non réparation. Si après cette comparution les réparations ne sont pas effectuées, la douairière perd la jouissance de son douaire. Hâtons-nous d'ajouter que c'est un fait rare dans les annales de l'Ile.

Une autre cause de déchéance du douaire réside dans le fait pour la femme de ne pas assister son mari dans sa dernière maladie. Ainsi fut-il jugé le 11 octobre 1684 entre le Brun et Catherine Le Vavasseur. De même, si la femme a une mauvaise conduite, elle perd son droit au douaire : « Si, par exemple, une femme était séparée avec son mary comme par sainte Eglise, qu'elle s'en va hors de luy par puterie ou ribauderie, elle n'aura point de douaire, pourvu que la séparation se fasse par son péché. » (1).

(1) POINGDESTRE. — *Commentaires sur l'article 376 de la Coutume de Normandie*, Chapitre « Du douaire de femmes. »

CHAPITRE III

Le droit de viduité

Le vieux droit anglo-normand a connu ce droit de viduité du mari. Il nous faut donc en dire quelques mots.

C'est une sorte de douaire du mari. Ce droit peut nous paraître bizarre, mais il concorde très bien avec la conception anglo-normande : les donations entre époux étaient interdites ; la coutume ne pouvait être modifiée sur ce point. D'autre part, la suprématie du mari était suffisamment établie pour lui donner après la mort de sa femme cette prérogative nouvelle.

En quoi consiste ce droit ? Il permet à un mari veuf, qui a eu au moins un enfant né vif, de jouir en usufruit de la succession laissée par sa femme, à condition qu'il ne se remarie point. Si le mari contractait un nouveau mariage, cette jouissance passait aux héritiers de la femme.

Cet usufruit s'exerce au préjudice des enfants de la femme, même s'ils sont d'un premier lit : seulement leur beau-père est obligé de subvenir à leurs besoins, de les instruire et d'aider à marier les filles.

D'où vient donc le droit de viduité ? Les Anglais

disent que ce fut une coutume de l'Angleterre qui s'implanta ensuite en Normandie. On trouve en effet chez Littleton, sous le nom de courtoisie d'Angleterre, cette règle que si la femme meurt avant ou après son enfant, le mari jouira durant sa vie de tous ses biens, pourvu seulement qu'on ait entendu crier l'enfant.

D'autres auteurs disent que c'est du droit normand introduit en Angleterre à la suite de la conquête. Et le mot français de courtoisie (*curtesy*) désignant souvent cette viduité du mari confirmerait cette opinion.

Du reste, ce droit existait bien avant Littleton. Le Grand Coutumier contient un chapitre (121) « De impeditiōe viri viduati » ou « De veufvete de homme » : « La coutume est en Normandie de piecea (d'ancienneté) que se eung homme a eu femme, de qui il ait eu enfant qui ait esté nay vif, ja soit qu'il ne vive plus, toute la terre qu'il tenoit de par sa femme au temps qu'elle mourut luy remaingdra tout comme s'il se tiendra de se marier. Et si l'on nye qu'il n'eust oncques enfant vif de sa femme, soit enquis par les gens du voisé ou il dit que l'enfant fut né. »

C'est donc bien la même institution que chez Littleton; seulement pour savoir si l'enfant est né vif, en France, il faut une enquête sérieuse, menée en interrogeant des gens « non soupçonneux »; en Angleterre, il suffit qu'il ait crié. L'origine en est donc très lointaine et M. Colin va même jusqu'à rapprocher ce droit des traditions germaniques, et notamment du passage de la loi des Alamans,

Ce droit de veufveté de homme s'appelle à Jersey « droit de franc-veuvage ». C'est ainsi que Le Geyt et Poingdestre le nomment, et il en est encore de même aujourd'hui.

Il consiste en la jouissance des immeubles que la femme possédait au moment de sa mort, à condition qu'il y ait eu un ou des enfants du mariage. Peu importe du reste que ceux-ci soient vivants ou morts au décès de leur mère.

On retrouve ce droit dès le XVI^e siècle. Citons par exemple une décision du 13 juin 1685, par laquelle il est jugé que Rondel jouira sa vie durant à titre de viduité s'il ne se remarie d'une succession collatérale échue à sa défunte femme constant leur mariage, d'autant qu'un enfant est né vif dudit mariage.

La question importante de savoir si l'enfant est né vif préoccupa les Jersiais. Ceux-ci s'inquiètent de le savoir, soit en faisant une enquête, comme en Normandie, soit en entendant au moins crier l'enfant, comme en Angleterre. Témoins ces deux précédents : « L'an 1588, le 11 juin pour autant que l'exposition de coustume écrite se trouve conforme à l'usage sur ce gardé, joint la desposition du tesmoignage de Jean Hubert vérifiant come sa femme deffunte eut confessé d'avoir été enceinte d'enfant vif. »

D'autre part, « L'an mil six cents octante, le 29^e de janvier, Michel Asplus fut débouté de franc-veuvage par luy prétendu sur le bien de Elisabeth Le Sueur,

sa femme encore qu'il fust né enfant de son mariage qui n'auroit donné autre signe de vie que quelques soupirs sans crier ny avoir ouvert les yeux. »

Ce droit de viduité existe encore aujourd'hui avec les mêmes caractères.

Il ne porte que sur les biens dont la femme est en possession à sa mort. C'est ainsi que le 14 janvier 1603, un nommé Jean Le François, mari de Félice Sollier, fut débouté de sa demande de franc-veuvage parce que son droit portait, disait-il, « sur les héritages de ladite Félice, tant de père que de mère », et cette dernière n'en était pas saisie le jour de sa mort.

Contrairement à ce qui se passait en Normandie, car dans le dernier état du droit normand, si l'époux se remariait il avait l'usufruit du tiers, à Jersey, en pareille hypothèse il perd complètement la jouissance des droits en question.

La perd-il en cas de séparation de biens? Une affaire importante vient nous renseigner : un nommé Lemprière réclama les biens de sa femme décédée au père de cette dernière, Philip Bisson, en vertu du droit de franc-veuvage; Philip Bisson lui refusa et Lemprière intenta un procès. L'affaire vint devant la Cour Inférieure le 3 juillet 1855. Celle-ci donna gain de cause au défendeur « sous prétexte que Lemprière et sa femme étaient au moment de la mort de Sophia Bisson séparés quant aux biens, que cette séparation remplaçait la femme dans une complète et entière

jouissance et possession de ses biens, indépendamment de l'autorité du mari, et que Lemprière n'ayant pas été en possession des biens au moment de la mort de sa femme, était en conséquence privé du droit de viduité ».

Lemprière en appela à la Cour Supérieure qui jugea de la même manière. Il ne s'en tint pas pour battu et l'affaire vint au Conseil privé le 18 juin 1802, qui déclara les deux décisions antérieures basées sur une interprétation erronée du texte du Grand Coutumier, toujours en vigueur, et en opposition avec les plus éminents commentateurs des lois normandes; d'autre part, la séparation quant aux biens ne fait pas disparaître le douaire de la femme : il n'y a aucune raison pour qu'il en soit autrement pour le droit de franc-veuvage.

A l'inverse du douaire, le franc-veuvage n'est pas garanti par une hypothèque.

Enfin, ce droit peut disparaître par le remariage du mari ou par sa renonciation volontaire.

APPENDICE.

D'après notre exposé, la femme mariée était donc à Jersey dans un état d'infériorité réelle vis-à-vis du mari, souverain maître et seigneur. Pour pallier à cette infériorité, on eut recours à la séparation de biens,

institution très importante et très fréquemment employée dans l'Ile.

Enfin, depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, un vent d'émancipation a soufflé sur le monde en faveur des femmes, spécialement en Angleterre, et une répercussion fatale se fait maintenant sentir dans les Iles anglo-normandes.

C'est ainsi qu'en mars 1924, un Comité fut nommé pour se livrer à l'étude d'un projet de loi, dont l'auteur est le député Renouf, étendant les droits de la femme mariée. Après diverses modifications effectuées par ce Comité, ce projet vint devant les Etats de Jersey en séance publique, le jeudi 12 février 1925 et fut adopté en l'espace d'une heure et demie par 42 voix contre 5. Seul, le Recteur de Saint-Pierre fit entendre la voix de l'inutilité d'une pareille extension des droits de la femme et de la tradition. Cette loi fut confirmée par ordre de Sa Majesté en Conseil, en date du 8 avril 1925.

Quels étaient donc les motifs invoqués en faveur de l'augmentation des pouvoirs de la femme mariée? Citons le préambule de la loi, écrite en langue française :

« Considérant que par Loi et Coutume de l'Ile, la femme dès son mariage cesse d'être sui juris ;

« Considérant que par la Loi de 1878 sur les séparations de biens entre époux, gens mariés ont la faculté, en s'adressant à la Cour Royale, d'obtenir la

séparation de biens pourvu que les droits des tiers ne soient pas enfreints, ce qui a pour effet de rendre la femme sui juris;

« Considérant qu'il y a lieu à l'avenir de reconnaître à la femme, malgré son mariage, tous les droits juridiques que possède la femme sole sans qu'il soit besoin de recourir à la procédure de la séparation;

« Les Etats ont adopté la loi suivante, moyennant la sanction de sa Très Excellente Majesté en Conseil :

Article I.

« A partir du jour de la promulgation de la présente loi, la femme mariée sous son empire, conservera de fait, malgré le mariage, tous les droits de femme sole.

Article II.

« La femme mariée avant la promulgation de la présente loi, sera considérée comme femme sole en égard aux biens meubles, héritages et droits quelconques acquis ou échus depuis ledit jour de promulgation.

Article III.

« La loi sur les séparations de biens entre époux s'appliquera au besoin aux gens mariés avant l'entrée en vigueur de la loi.

Article IV.

« La femme mariée en bas-âge ne deviendra sui juris avant d'avoir atteint sa majorité ou d'avoir été émancipée; dans l'entretemps, son bien restera à la garde

et sous l'administration de ses proches par la voie de la Tutelle.

Article V.

« Toute loi ou coutume contraire à la présente loi est et demeure abrogée. »

On a ajouté, en faveur de cette loi, qu'elle correspondait bien à un état de fait, en étendant les droits de la femme, puisque les séparations de biens ont augmenté dans des proportions considérables : de 1887 à 1891, la moyenne du nombre des séparations fut de 35; de 1891 à 1918, cette moyenne fut de 38; mais de 1918 à 1924, ce chiffre est monté à 81. On a dit aussi que les étrangers, Anglais surtout, venant dans l'île, avaient des doutes sur le statut légal des femmes mariées, vu cette différence entre les femmes séparées ou non. On faisait également remarquer au débat que la loi ancienne était basée sur l'importance de la propriété immobilière, qui autrefois seule comptait, mais qu'aujourd'hui il existait des fortunes entières uniquement basées sur la propriété mobilière, comme actions, obligations. Enfin, on déclarait qu'ayant déjà donné aux femmes le droit de vote et celui de se porter candidat comme député, il fallait aller jusqu'au bout dans la voie de l'émancipation.

Sans doute, certaines de ces considérations ont quelque valeur; la propriété mobilière, notamment, s'est accrue considérablement et on trouve abusif que la fortune de la femme, entièrement mobilière, passe

au mari le jour du mariage. Mais la séparation de biens était une institution bien adaptée aux besoins des habitants de l'île et largement suffisante pour pallier aux inconvénients du Statut légal ancien. Quant aux théories sur l'émancipation de la femme, le droit de vote récemment accordé a été loin de donner ce qu'on en attendait : seules les femmes de Saint-Hélier marchent dans cette voie, aucune de la campagne n'a voté.

Au surplus, que d'inconvénients ! Cette loi est un bouleversement complet de la tradition ; c'est l'abandon total des anciennes Coutumes de Normandie, que nous nous sommes efforcé de montrer survivantes à Jersey. C'est une malheureuse et regrettable imitation du mouvement anglais, car on n'a pas cherché autre chose que de greffer une loi anglaise sur la loi du pays, sur des Coutumes séculaires.

La femme est mise maintenant, non plus seulement sur un pied d'égalité vis-à-vis de l'homme, mais dans un état de supériorité vis-à-vis de lui. La femme, en effet, avait droit au tiers des biens meubles et au douaire, mais comme en vertu de la loi nouvelle elle peut disposer de ses biens, le mari n'est-il pas en état d'infériorité, puisque le douaire subsistera et que le mari ne peut disposer, lui, de tous ses biens ? Que devient le franc-veuvage ?

D'autre part, un mineur n'atteint en principe sa majorité qu'à 20 ans, mais s'il a un tuteur, il ne l'at-

teint qu'à 21 ans révolus; seulement, il a le droit de se faire tenir en âge, ou énâger après 20 ans, c'est-à-dire que des parents ou amis viennent déclarer à la Cour qu'il a 20 ans et qu'il est capable d'administrer son bien. Aussi l'article IV de la loi déclare que la femme ne sera sui juris qu'après avoir été énâgée ou avoir atteint sa majorité; jusque-là, ses biens seront sous la garde et administration de ses proches, par la Tutelle. Mais qu'est-ce que cette tutelle pour une femme mariée, et combien de conflits pourront prendre naissance entre le tuteur et le mari? Pourquoi, en dernier ressort, n'avoir pas institué le mari tuteur? Par crainte, peut-être, qu'il n'abusât de sa puissance, mais cette institution fonctionnant à côté de lui ne pourra qu'engendrer des discussions sans nombre.

D'autre part, la femme, disposant de ses biens comme une femme sole, c'est-à-dire complètement, ne pourra-t-elle agir au détriment de ses enfants? Quelle sera enfin la situation du veuf sans enfants?

Autant de questions importantes qui se posent, restent sans solution et auxquelles l'avenir seul répondra. En tout cas, la plupart des juristes de l'Ile trouvent cette nouvelle législation inutile, voire même malencontreuse. Bornons-nous à constater qu'elle a été inspirée par des éléments étrangers, Anglais notamment, et que les Etats l'ont adoptée très rapidement, dans un élan et un enthousiasme excessifs en faveur de l'émancipation des femmes, sans en comprendre

toute la portée. Disons, avec le Recteur de Saint-Pierre :
« C'est un clou de plus dans le cercueil de la Coutume
de l'Ile ».

Lu et approuvé : Le Président,
LÉVY ULMANN

Vu : Le Doyen,
H. BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. LAPIE.

BIBLIOGRAPHIE

Actes des Etats de Jersey.

Ambroise COLIN : « Le droit des gens mariés dans la Coutume de Normandie » (*Nouvelle Revue Historique de Droit Français et Etranger*, 1892).

Ch. ASTOUL : *Observations sur l'évolution du régime matrimonial normand et les doctrines juridiques au XV^e siècle* (Congrès du millénaire normand, 1911).

BASNAGE : *Commentaires sur la Coutume de Normandie* (Rouen 1776).

BERAULT : *Commentaires sur la coutume de Normandie* (Rouen, 1778).

Cartulaire de Jersey : (Recueil de documents concernant l'Histoire de l'Île, conservés aux Archives du Département de la Manche.)

CAUVET : « De l'organisation de la famille d'après la Coutume de Normandie (Extrait de la *Revue Wolowski*, 1847-48).

CHENON : « Recherches historiques sur quelques rites nuptiaux » (*Nouvelle Revue Historique du Droit Français et Etranger*, 1912).

Code de Jersey (1771).

Congrès du Millénaire Normand : Rouen, 1911.

COURSIN : *Organisation de l'Île au point de vue politique, administratif et judiciaire* (Thèse, Rennes, 1912).

ESMEIN : *Histoire du Droit Français* (1892).

FESSARD : *La capacité civile de la femme mariée en droit normand et en droit anglais* (Thèse, Paris, 1914).

GLASSON : *Histoire du Droit et des Institutions politiques, civiles et judiciaires comparés au Droit et Institutions de la France* (Paris, 1882-83).

HAVET : *Les Cours Royales des Iles Normandes* (Paris, 1878, t. XXXVIII et XXXIX, Bibl. Ecole des Chartes).

Laurence DE GRUCHY : *L'Ancienne Coutume de Normandie* (avec le Grand Coutumier. Jersey, 1881).

CH. LEFÈVRE : « L'Ancien droit matrimonial de Normandie, *Nouvelle Revue Historique du droit français et étranger*, 1911).

LE GEYT : *Manuscripts sur la Constitution, les Loix et Usages de l'île* (édités par Robert Pipon-Marett. Jersey, 1846).

C. LE GROS (avocat au Barreau de l'île) : « Etude comparative du droit des gens mariés d'après l'Ancienne Coutume de Normandie et d'après le droit de Jersey (*Chroniques de Jersey, Journal* du 30 juin 1923).

LE POITTEVIN : « Le mariage avenant » (*Nouvelle Revue Historique du droit français et étranger*, 1889).

Lois et Règlement de l'île (depuis 1770). Jersey, 1845.

MAILLARD : *La puissance maritale et le douaire dans l'Ancien droit coutumier de Normandie* (Thèse, Paris, 1908).

POINGDESTRE : *Commentaires sur l'Ancien Coutumier de Normandie* (Edition Société des Gens de Droit de Jersey).

Recueil d'Arrêts de la Cour Royale.

Report of the commissioners appointed to inquire into the civil, municipal and ecclesiastical law of the Island of Jersey (London, 1859-61).

« Sources de Droit Normand » (M. GENESTAL, ASTOUL, BIRDREY, *Nouvelle Revue Historique du droit français et étranger*, 1923).

The laws, customs and privileges and their administrations into the island of Jersey, par Abraham John LE CRAS (London, 1839).

TARDIF : *Coutumiers de Normandie* (Rouen, 1881, 1896, 1903).

TARDIF : *Les Auteurs présumés du Grand Coutumier* (Paris, 1885).

TERRIEN : *Commentaires du Droit Civil tant public que privé, observé au pays et Duché de Normandie* (Rouen, 1654).

Les Chroniques de Jersey : Journal hebdomadaire publié dans l'île de Jersey.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
I. — Rapide aperçu historique. — Ressemblances avec le Droit écossais. — Survivance du Grand Coutumier normand ; sa date. — Lutte entre les Jersiais et les Anglais à propos de ce texte. Triomphe des prétentions insulaires.	
II. — Sources du droit de Jersey	16
a) Jus non scriptum : Grand Coutumier. — Coutume 1583. Jurisprudence de la Cour Royale. Extentes. Doctrine locale.	
b) Jus scriptum : Chartes royales. — Ordonnances du Conseil Privé d'Angleterre. — Actes législatifs locaux. — Ordonnances locales. — Lois du Parlement britannique sous certaines conditions.	
III. — D'un même droit originaire en Normandie et dans l'Ile, et d'une influence continue du droit continental à Jersey.	

PREMIERE PARTIE

Le régime matrimonial et les rapports entre époux

CHAPITRE PREMIER. — <i>Choix du régime matrimonial</i> ..	33
En Normandie et dans l'Ile, régime légal. — L'interdiction de la Communauté : différence entre les deux droits. — De la séparation de biens.	

CHAPITRE II. — *La dot* 41

Son histoire en Normandie. — Sa réglementation. —
Du mariage avenant. — La dot en héritage et la dot
en deniers. — Son inexistence aujourd'hui.

CHAPITRE III. — *Puissance et droits du mari* 48

Dans les Coutumiers normands. — Son étendue. —
Conséquences sur la personne et les biens de la
femme: immeubles et meubles. — Droit de disposi-
tion du mari. — Omnipotence maritale.

CHAPITRE IV. — *Capacité de la femme mariée* 57

En Normandie, incapacité totale. — A Jersey. — Eten-
due des pouvoirs de la femme mariée. — Principes
en ce qui touche les poursuites entre époux, les con-
trats. — Du bref de mariage encombré. — Du délai
pour l'intenter. — Sa disparition.

CHAPITRE V. — *Contrats de mariage* 68

Particularité en Normandie : le record de mariage.
— Rares exemples à Jersey. — Leur forme, leur inté-
rêt. — Les fidéicommiss.

CHAPITRE VI. — *Séparation de biens* 77

- 1) En Normandie : séparation contractuelle. — Sépara-
tion de corps. — Séparation judiciaire. — Les causes.
— Influences sur les biens et la capacité de la femme
normande.
- 2) A Jersey : Séparation de corps. — Séparation quant
aux biens : leur rareté jadis et leur fréquence
actuelle. Idée non de fraude en général, mais d'arran-
gement de famille. — Séparation amiable. — Remon-
trance de la femme. — Exemples de séparation amia-
ble au cours des âges. — Loi du 8 février 1878 : pro-
cédure. — Conséquences sur les biens de la femme
jersiaise et sur sa capacité. — Difficulté en ce qui

touche ses immeubles. — Le mari doit-il entretenir sa femme séparée.

DEUXIEME PARTIE.

Droits respectifs des époux à la dissolution du mariage

CHAPITRE I. — *Droits de la femme aux meubles* 99

Leur mesure. — Des bourgages. — Du droit de renonciation de la femme à la succession du mari. — Conditions et formes de la renonciation ; controverses. — Ses effets. — Des biens paraphernaux et de la clause de remport.

CHAPITRE II. — *Le douaire* 109

Son origine historique. — Les deux sortes de douaire. Douaire légal et douaire particulier à Jersey ; leur différence. — Apparition de ce dernier dans l'île. Droit d'option de la femme mariée. — Quand et comment la femme peut réclamer son douaire. — Paiement du douaire. — Devoirs de la douairière. — Déchéance du douaire.

CHAPITRE III. — *Le droit de viduité* 123

Son origine controversée. — En quoi il consiste. — Conditions de validité. — Sur quels biens il porte. — Existe-t-il en cas de séparation de biens.

APPENDICE. — Modifications apportées au droit des gens mariés par la Loi nouvelle du 12 février 1925. — Motifs qui l'ont inspirée. — Contenu de la loi. — Son obscurité et ses inconvénients 127
